



PONTIVY ET LES PONTIVYENS DURANT LA GRANDE GUERRE



ARMÉE DE TERRE ET ARMÉE DE MER



ORDRE DE MOBILISATION GÉNÉRALE

Par le Président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est ordonnée ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais nécessaires au complément des armées.

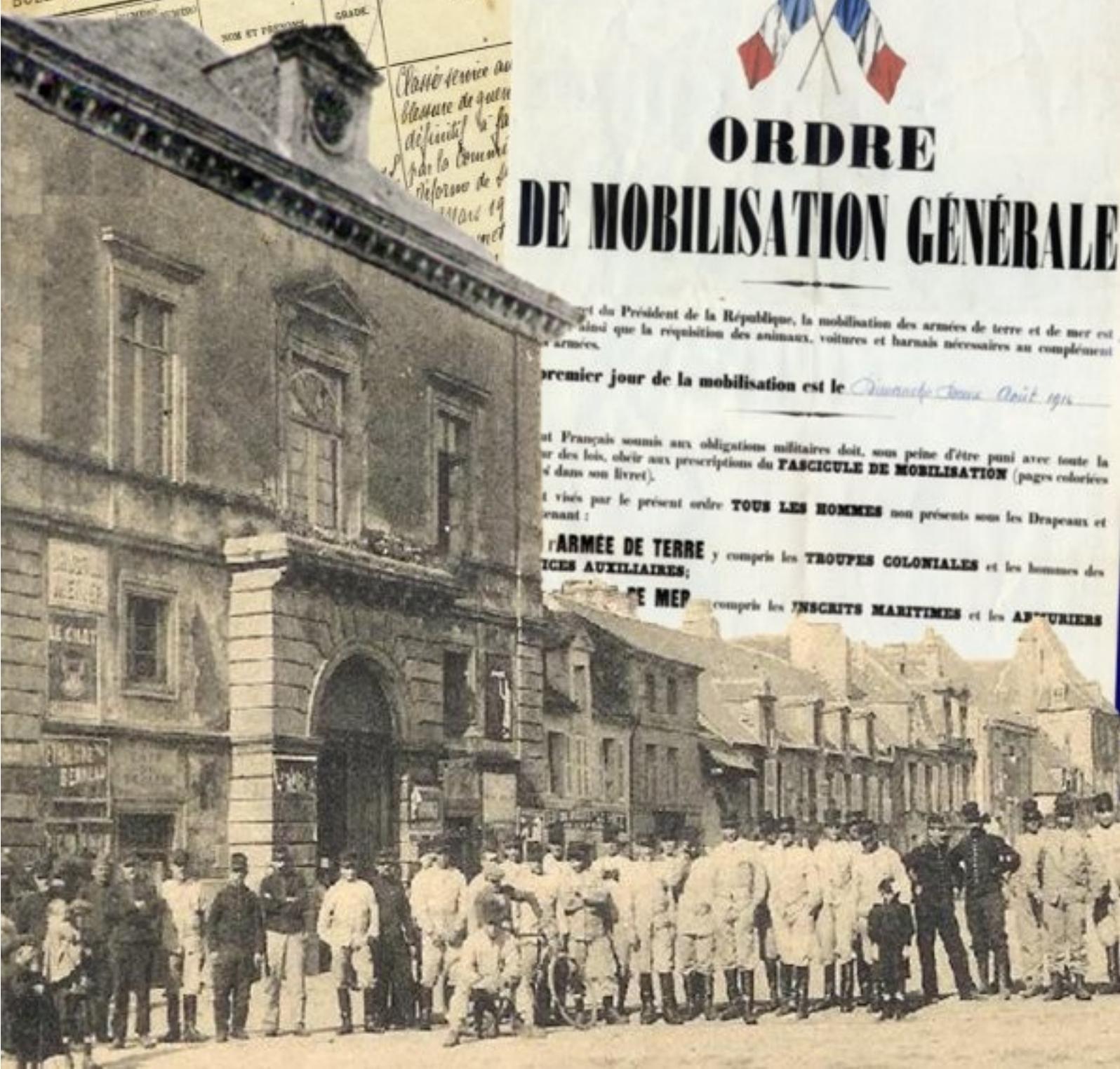
Le premier jour de la mobilisation est le Dimanche 1er Août 1914

Tout Français soumis aux obligations militaires doit, sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions du **FASCICULE DE MOBILISATION** (pages colorées et placées dans son livret).

Il est visé par le présent ordre **TOUS LES HOMMES** non présents sous les Drapeaux et appartenant :

à l'**ARMÉE DE TERRE** y compris les **TROUPES COLONIALES** et les hommes des **CORPS AUXILIAIRES**;

à l'**ARMÉE DE MER** y compris les **ENSCRITS MARITIMES** et les **ARMATEURS**.



La présente brochure a été réalisée par les Archives municipales de Pontivy, l'association des « Amis de Pontivy » et « l'Association philatélique et cartophile du pays des Rohan ».

Ces auteurs tiennent à remercier
Madame la Maire, Christine Le Strat,
Le Conseil municipal

Ainsi que

Toutes les personnes ayant participé à la réalisation de l'exposition
« Pontivy et les Pontivyens durant la Grande Guerre »

Que ce soit comme bénévole ou
à travers des dons et des prêts de documents et d'objets.

Octobre 2014

Édito Recueil Centenaire Grande Guerre

La Grande Guerre

Il y a 100 ans s'engageait le conflit le plus meurtrier de l'histoire de l'Humanité.

Verdun, le Chemin des dames, l'Argonne, Craonne,... autant de noms de batailles gravés en lettres d'or au Panthéon de notre Histoire.

Cette guerre mondiale a atteint une échelle et une intensité inconnues jusqu'alors.

En quatre années de conflit, 9 millions de personnes périrent, parmi eux : 413 soldats Pontivyens moururent au champ d'honneur.

La Ville de Pontivy reconnaissante

En cette année du Centenaire, ayons ensemble une pensée émue pour ces braves Pontivyens, paysans, ouvriers, artisans, commerçants, qui dans la force de l'âge furent appelés pour se battre contre les allemands.

Ils y connurent les tranchées, la faim, la peur, la vermine, le froid, les blessures et hélas bien souvent la mort !

La Ville de Pontivy se souvient et témoigne de sa profonde reconnaissance envers ses enfants, qui au prix de leur vie, ont tout sacrifié pour notre avenir, afin que vive la Liberté !

Les Pontivyens dans la Grande Guerre

N'oublions pas ceux qui sont restés à l'arrière. Ville de garnison, Pontivy vit passer à l'époque de nombreux soldats mobilisés et dut très vite faire face à l'arrivée des premiers blessés, des prisonniers allemands et des populations civiles déportées.

Comme toute guerre, elle a apporté son lot de souffrances et les Pontivyens n'ont pas été épargnés. A ce titre, n'oublions pas de rappeler l'immense courage dont ont fait preuve les femmes, que ce soit aux champs ou dans les usines, en palliant l'absence de leurs maris envoyés au front.

Puissions-nous à travers ce recueil, rendre un vibrant hommage à nos grands anciens et à toute une population mise à contribution de cette folie meurtrière. Puissions-nous enfin y trouver la ferme conviction du maintien de la Paix à l'échelle européenne ; cette Paix si précieuse que nous avons le devoir d'entretenir aujourd'hui et pour toujours !

Vive la République,
Vive la Bretagne,
Vive Pontivy !

Christine LE STRAT
Maire de Pontivy
Présidente de Pontivy Communauté



L'Europe en 1914

A la fin du XIXe siècle, les puissances européennes s'engagent dans des ensembles d'alliances. En 1882, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie signent la « Triplice » ou Triple-Alliance.

En 1894, c'est au tour de la France et de la Russie de s'allier. A partir de 1908, la Grande-Bretagne les rejoint pour former la « Triple-Entente ».

Seule l'Italie ne respectera pas son alliance avec l'Allemagne. En 1914, elle décide de rester neutre.

Finalement, elle entrera en guerre au côté de l'Entente en 1915. A travers ce système d'alliances, les puissances européennes sont engagées dans un engrenage qui va leur être fatal.



-  Pays membres de la Triple-Entente
-  Pays membres de la Triple-Alliance.
-  Pays entrés en guerre au côté de la Triple-Entente.
-  Pays entrés en guerre au côté de la Triple-Alliance.
-  Italie, membre de la Triple-Alliance, entrée en guerre en 1915 au côté de la Triple-Entente.
-  Egypte, Province Ottomane sous protectorat britannique, entrée en guerre au côté de l'Entente.

Carte de l'Europe tirée de F. Schrader et L. Gallouédec « Atlas classique de géographie Ancienne et Moderne », Paris, Librairie Hachette et Compagnie, 1914, carte n° 34-35.

Le 28 juin 1914, l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, à Sarajevo provoque une suite de réactions en chaîne qui vont mener à la guerre. Le 28 juillet, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Le 31 juillet, Jean Jaurès, que beaucoup considèrent comme le dernier rempart à l'entrée en guerre de la France, est assassiné. Le 1er août, la France et l'Allemagne lancent leur ordre de mobilisation générale. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la Belgique et à la France. Le lendemain, la Grande-Bretagne entre à son tour en guerre contre l'Allemagne.



Le Début de la guerre

La mobilisation

L'ordre de mobilisation générale est décrété en France le 1er août 1914. Lorsqu'il arrive à Pontivy, le même jour à 16h30, le tocsin se met à sonner en ville et dans les campagnes alentour. Les jeunes gens envahissent les rues et défilent en chantant *la Marseillaise* et *Le chant du départ*. Le maire de Noyal-Pontivy surgit en ville au grand galop à la tête d'une vingtaine de conscrits pour se joindre aux manifestants. Le 3 août l'Allemagne déclare la guerre à la France et à la Belgique.

Le départ au front et les premiers combats

Les premiers départs pour le front ont lieu dans la semaine qui suit. Le 2e régiment de chasseurs à cheval quitte la ville dès le 4 août, suivi de près par les mobilisés. Tous comptent sur une guerre éclair où l'Allemagne serait écrasée. Cette idée sera vite oubliée. A la fin du mois d'août, les armées allemandes ont envahi le nord de la France et menacent de fondre sur Paris. Elles sont finalement stoppées entre le 5 et le 9 septembre sur la Marne. Chaque camp essaie alors de contourner son adversaire dans une marche effrénée qui ne s'arrêtera qu'au mois de novembre, « la course à la mer ».

Les premières semaines de combats sont particulièrement éprouvantes. Les soldats des deux camps sont fauchés par milliers. Les premiers Pontivyens sont tués dès la mi-août en Belgique. Puis c'est la Marne, où deux Pontivyens tombent au combat. A la fin du mois de septembre, alors que les armées commencent à s'enterrer dans les tranchées, la ville a perdu 28 de ses concitoyens.

Ceux qui restent

En ville, l'atmosphère se calme. Les travaux commencés par la municipalité restent inachevés. La construction des nouvelles halles, qui avait débuté au printemps, s'arrête et ne reprendra pas. À l'issue de la guerre, une société d'autocars s'installera dans ses murs.

Un grand nombre d'hommes est parti se battre pour ce qui devait être une guerre éclair. A la fin septembre, il devient évident qu'elle durera beaucoup plus longtemps que prévu. Devant ce constat, de nombreuses femmes se retrouvent seules et dépourvues de ressources. Elles prennent progressivement la place des hommes dans les commerces, dans les usines et dans les champs. Afin de permettre à celles qui ont des enfants de travailler, la mairie met en place une crèche à l'école de filles, rue Jouanno.

D'autres femmes deviennent bénévoles dans les rangs de la section locale de la Croix rouge, « l'Association des dames françaises ». Elles y amassent des bandages et des produits médicaux nécessaires au fonctionnement des hôpitaux militaires qui s'installent en ville, s'y présentent comme infirmières et organisent des opérations philanthropiques pour soutenir les soldats, les blessés, les réfugiés et les prisonniers de guerre.



La Nouvelle halle aux blés de Pontivy

Le 4 octobre 1913, le conseil municipal de Pontivy vote la démolition de l'ancienne halle au blé située sur la place de l'église (actuellement place Anne de Bretagne). La démolition débute le 10 mars 1914. Au mois d'avril la place est libre et les travaux peuvent commencer. Lorsqu'ils s'arrêtent le 2 août, les murs ont à peine deux mètres de haut. En 1921, le projet de la nouvelle halle est définitivement abandonné. La Compagnie générale d'entreprises automobiles (CGEA) s'y installe. La ville donne congé à la compagnie en 1955. En 1967, la halle aux grains est démolie.





Dans les tranchées

À la fin de l'été 1914, la guerre de mouvement arrive à son terme. À partir du 22 septembre, les soldats s'enterrent dans les tranchées sans se douter qu'ils vont y passer près de quatre ans.

Les tranchées

Les premières tranchées sont rudimentaires mais rapidement elles forment des réseaux perfectionnés comprenant de simples boyaux, des parapets aménagés, des abris robustes, parfois en béton, protégés par des sacs de sable et des plaques blindées.

Le réseau étant de plus en plus dense et complexe, on leur donne des noms et des numéros : tranchée 67-506, tranchée 3-4,...



Creusement d'un Boyau (Collection privée)

Vivre avec la boue et les rats

La vie dans les tranchées n'est pas tendre. À chaque intempérie, les uniformes sont crottés, les pieds trempés. L'eau vaseuse et la boue imprègnent tout. Les vêtements, la nourriture, le tabac, les moustaches, rien n'y échappe et tout en prend la teinte. Combattre dans les tranchées n'est pas simplement se battre dans la boue, mais c'est se battre contre la boue. À la moindre averse, les parois, transformées en un magma visqueux, menacent de s'effondrer. Véritable enfer, souvent dénigrées, les tranchées n'en restent pas moins la seule protection des soldats contre les balles et les obus qui se déversent chaque jour sur les premières lignes.

Les soldats doivent également faire face à une véritable invasion de rats. Les pièges ne suffisant plus, on cherche des moyens de plus en plus ingénieux pour s'en débarrasser. Des chiens, dit ratiers, sont dressés pour chasser les rats des abris. Le commandement en vient même à offrir des récompenses à partir d'un certain nombre de rats tués.

Dans sa lettre du 17 novembre 1915, l'instituteur de l'école de garçons, Auguste Guillemot évoque cette chasse aux rats :

[...] si je suis à l'abri des bombes, je ne suis pas préservé contre un ennemi aussi terrible: la gent trotte-menue. Les rats sont aussi nombreux que nous. On ne voit que cela toute la journée courir sur les parapets et même dans les tranchées et chose bizarre le bruit du canon ne les effraye pas. Nous employons toutes sortes de procédés pour les combattre. Nous leur faisons une vraie chasse. C'est comique! Le soir avant de descendre dans les caves abris, un de nous y pénètre sans lumière, les autres attendent à la sortie avec de gros gourdins. Le premier on en a tué 12 et le deuxième 8. Alors voyez comme cela grouille. La nuit ils nous marchent sur le dos. C'est une terreur pour quelques-uns.[...]

(Collection Gilles Blayo).

Les veilles et les combats

De jour comme de nuit, les sens en éveil et armes braquées, prêtes à faire feu, des veilleurs scrutent l'horizon afin de protéger la tranchée d'un « coup de main » de l'ennemi. Des petits postes d'écoute et d'observation sont disséminés en avant des lignes afin de repérer les sapes et les patrouilles. Deux ou trois soldats armés jusqu'aux dents y jouent, en cas d'attaque, le rôle de sonnette d'alarme. Rôle redouté dans les deux camps, ces soldats sacrifiés sont souvent victimes d'attaques destinées à capturer des prisonniers isolés. La veille et l'attente, périodes longues et angoissantes, sont souvent bien plus redoutées que l'action et les combats.

Les attaques et les offensives restent limitées dans cette guerre statique, mais lorsqu'elles arrivent, elles provoquent de nombreuses pertes dans les deux camps. Le 25 septembre 1915, les français lancent une grande offensive en Champagne. Dès le premier jour, 16 pontivyens tombent au combat, ce sera le jour le plus meurtrier de la guerre pour la ville. À Verdun, Pontivy perd 29 de ses enfants, sur la Somme ils sont 27 à perdre la vie.

Photographie de Poilus en arrière du front de la Somme en 1916. (Archives municipales de Pontivy, Fonds Robic)

Le 1er juillet 1916, les troupes françaises et britanniques lancent une vaste offensive contre les lignes allemandes sur la Somme. Cette offensive va s'avérer être la plus meurtrière de la guerre. Plus d'un million de soldats sont mis hors de combat, parmi lesquels 27 pontivyens. Parmi les Pontivyens ayant participé à la bataille, on trouve le futur maire Eugène Frotté et l'instituteur Auguste Guillemot.



Faire-part de l'enterrement du commandant Eugène Keiser, 1921 (Archives municipales de Pontivy, 2M10).

Né à Pontivy en 1867, Eugène Keiser est militaire de carrière. Sergent en 1888, il poursuit un parcours exemplaire qui lui permet de devenir officier en 1893 et d'obtenir la légion d'honneur en 1912. En 1914, il intègre le 355e régiment d'infanterie dont il va prendre le commandement du 4e bataillon. Le 20 mars 1917, il dirige un assaut dans la région du Chemin des dames lorsqu'il est abattu d'une balle en pleine tête. Enterré sur place, au lieu-dit de « la ferme de la montagne », son corps ne sera rapatrié à Pontivy qu'en 1921.

Extrait du registre des délibérations du 24 Juin 1924 (Archives municipales de Pontivy, 1D33).

Parmi ceux qui sont tués au combat se trouvent les trois frères Le Cornec. Afin d'honorer leur mémoire, la mairie décide d'attribuer un nom à une rue de la commune. La municipalité renouvellera cet acte en baptisant des rues aux noms des trois frères Le Forestier et des trois frères Ponçon.

Etaient présent : MM. Fagot, maire, Roussel, adjoint, Robo, Gainche, Daniel, Le Bris, Fraval, Hidoux, Saugera, Juignier, Fagot Joseph, Le Penven, Le Mouël, Pierre Joseph.

Excusés : MM. Le Rouzic, adjoint et Hanier.

M. Pierre est nommé secrétaire.

Le procès-verbal des deux dernières séances est approuvé.

Vœux émis. — M. Gainche demande que pour rendre hommage aux enfants de Pontivy, tombés pour la France au nombre de trois frères, on attribue à l'une de nos rues le nom des « Trois frères Le Cornec », et à une autre celui des « Trois frères Ponçon ». Le vœu est adopté et l'on étudiera la suite à lui donner.



Sur le front d'Orient

La guerre ne se déroule pas seulement sur le territoire français. La France et ses alliés doivent mener des combats en Turquie, en Grèce, en Italie et en Afrique.

L'expédition de Gallipoli

Lorsque l'Empire Ottoman (Turquie) entre en guerre au côté de l'Alliance, le 2 novembre 1914, il devient une menace directe pour les puissances de l'Entente en Méditerranée. Le 18 mars 1915, les marines françaises et britanniques tentent de forcer le détroit des Dardanelles afin de toucher l'Empire Ottoman en son cœur. L'attaque est un échec. Plusieurs navires sont détruits dont le vieux cuirassé Bouvet. Le 25 avril, un important corps expéditionnaire franco-britannique débarque sur la presqu'île de Gallipoli. Mais celui-ci ne parvient à progresser que de quelques kilomètres. Il est rembarqué au début de l'année 1916 après plusieurs mois sans parvenir à percer le front turc.

L'expédition de Salonique

A partir de la fin de l'année 1915, un second corps expéditionnaire s'établit durablement dans le nord de la Grèce, alors neutre, dans le but de venir en aide à l'armée serbe qui éprouve des difficultés face aux Austro-Hongrois. C'est le début d'un nouveau front pour l'armée française. Salonique devient alors le camp de base de "l'Armée d'Orient". Un front oublié où les poilus combattent les Autrichiens mais aussi les Turcs et les Bulgares. Ils y livrent d'âpres combats dans des montagnes où les étés sont torrides et les hivers extrêmement froids. En septembre 1918, suite à une vaste offensive, le front austro-bulgare est percé. A la fin du mois l'Autriche-Hongrie demande l'armistice. Mais cela ne marque pas la fin de la guerre pour tous. Des milliers de « poilus d'Orient » resteront dans les Balkans jusqu'en 1920 afin de contrer les incursions bolcheviques.

De nombreux Pontivyens participent aux opérations en Orient. Deux d'entre eux perdent la vie à Gallipoli et treize autres sur le front des Balkans.



Itinéraire d'un poilu d'Orient: Eugène Frotté

Né à Mars-la-Jaille (Loire-Inférieure), Eugène Frotté, s'avère être un excellent soldat durant la Grande Guerre.

D'abord engagé dans l'infanterie, il rejoint en 1915 le 17^e régiment d'artillerie à Pontivy. En route pour la presqu'île de Gallipoli, son navire est torpillé. Son comportement au cours de ce naufrage, où il sauve la vie de l'un de ses compagnons, lui vaudra plusieurs décorations. De retour en France, il intègre le 42^e régiment d'artillerie avec lequel il combat à Verdun et dans la Somme où il est gazé en mai 1916.

Une fois remis de ses blessures, il rejoint la 16^e division coloniale qui participe aux opérations de l'Armée d'Orient dans les Balkans. En 1917, Frotté participe aux opérations qui mènent à la chute de Monastir (Macédoine). Cependant, atteint de dysenterie et de fièvres paludéennes, il est rapatrié en métropole.

Après un congé de deux mois, il est incorporé à la mission de l'armée française qui part aux Etats-unis former les nouvelles recrues de l'armée américaine. Il y reste jusqu'en novembre 1918.

La guerre terminée, il s'installe à Pontivy et devient membre de plusieurs associations patriotiques. Il en sera maire entre 1935 et 1944.



Eugène Frotté posant dans son uniforme du 42^e régiment d'artillerie. (archives municipales de Pontivy, Fonds Robic).

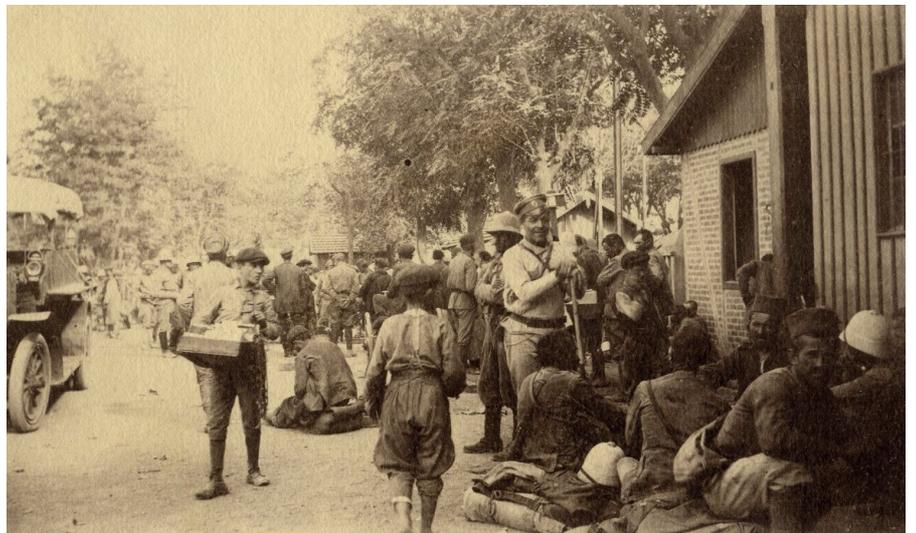
et on est très bien fortifié au bord du Vardar
 On attend toujours Messieurs les Bulgares
 et les autres Allemands avec plaisir, Mais ils n'auront
 jamais assez de culs pour venir juste ici comme
 ils sont lâches. Je pourrais vous dire qu'on est
 beaucoup de Pontivy dans ce pays.
 En ce moment ici on est pas trop malheureux
 et loin des balles et des obus, parce l'ennemi
 qui est devant est trop lâche, pour venir
 nous rendre visite.

Extrait d'une lettre de Julien Euzenat, soldat originaire de Kergrist, à Emile Gilles, vers 1916 (Collection de Gilles Blayo).

En 1916, Julien Euzenat est en position sur le Vardar, un fleuve de la région de Salonique. Il côtoie de nombreux poilus de la région de Pontivy.

Photographie de Salonique, 1917. (Archives municipales de Pontivy, Fonds Robic).

L'armée de Salonique est extraordinairement cosmopolite. En plus des Français, des britanniques et des serbes qui forment le plus gros de l'armée, elle dispose de soldats italiens, russes et grecs. On y trouve également de forts contingents issus des colonies françaises et britanniques : tirailleurs venant d'Indochine, du Maghreb et d'Afrique, soldats australiens et néo-zélandais...



Taxe principale.....
 Réponse payée.....
 TOTAL.....

INDICATIONS DE RÉCEPTION.
 à T
 16.08.16

Télégramme.

INDICATIONS DE TRANSMISSION.

NATURE DU TÉLÉGRAMME ET DESTINATION.	ORIGINE.	NUMÉRO.	NOMBRE DE MOTS.	DATE.	HEURE DU DÉPÔT.	MENTIONS DE SERVICE.
	Paris	39099 31			11h4	

guerre a mané Pontivy morbihan
 3184 ar capitaine pilote guerre pe
 sur radiotele escadrille m 183 404 accident
 capotage 3 août 1916 priere prévenir
 avec menagements gdeq n père filie
 nationale et lui p d presider
 mes condoléances

AVIS. — Dans les télégrammes imprimés en caractères romains par l'appareil télégraphique, le premier nombre qui figure après le nom du lieu d'origine est un numéro d'ordre, le second indique le nombre des mots taxés, les autres désignent la date et l'heure du dépôt. Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure de dépôt est indiquée au moyen des chiffres de 0 à 24.

Télégramme annonçant le décès de George Guéranne en 1916 (Archives municipales de Pontivy, 4H1).

Engagé dès 1914, George Guéranne intègre très vite l'aviation. Il effectue plusieurs missions en France avant de partir pour l'Armée d'Orient. Le 2 août 1916, alors qu'il s'envole pour une mission de bombardement, son avion s'écrase à quelques mètres de la piste.



Les prisonniers français

Lorsque la guerre prend fin, en 1918, près de 500 000 Français sont prisonniers en Allemagne. Certains y séjournent depuis 4 ans.

La vie des prisonniers

Depuis 1907, les conditions de détention des prisonniers de guerre sont définies par la convention de La Haye. Cependant, au début de la guerre, les belligérants ne les respectent que rarement. Les prisonniers du camp de Minden, où se trouvent plusieurs soldats de la région de Pontivy, sont logés dans des huttes de terre et de branchages. Il faut attendre l'intervention de la Croix rouge de Genève en 1915 pour que cette situation change.

La vie dans les camps est monotone. Les prisonniers ont peu de distractions. Ils disposent parfois d'une petite bibliothèque, montent des pièces de théâtre ou des orchestres. Certains sont employés dans les usines ou dans les champs. À partir de 1917, les prisonniers les plus mal en point peuvent espérer être rapatriés ou transférés dans des camps en Suisse.



Dans certains camps, comme ici à Minden, en Westphalie, les prisonniers français doivent passer l'hiver 1914-1915 dans des huttes car aucun baraquement n'a été prévu pour les accueillir. Il faut attendre l'intervention de la Croix rouge de Genève pour que la situation s'améliore. (photographie, journal « Le Miroir », 1^e novembre 1914).

Les prisonniers ont la possibilité d'écrire à leurs familles. Ces lettres transitent par la suite avant d'arriver dans un comité d'aide aux prisonniers de guerre qui les transmet à leur famille. Dans ces courriers ils demandent des nouvelles de leurs familles et aussi qu'on leur envoie de la nourriture comme le montre cette lettre du 24 février 1915 que le poilu Jean Marie Le Guennec écrit à ses parents :

Minden, le 24 février 1915

Chère mère et frère, je vous envoie de mes nouvelles qui sont toujours en bonne santé et j'espère que vous soyez aussi de même. J'ai reçu votre colis avec des sabots et du chocolat mais du beurre vous ne m'avez pas envoyé. Pourtant il y a assez qui reçoivent et je crois bien qu'à présent vous pouvez envoyer tous ce que vous voulez. Continuer toujours à m'envoyer de temps en temps des colis de provision au moins tous les 15 jours avec du beurre, conserves, biscuits [...]

Certains de ces colis contiennent de véritables garde-mangers où le beurre et le chocolat côtoient les poulets et le saucisson.

Soutenir les prisonniers de guerre

La population française ne reste pas indifférente au sort des prisonniers de guerre. Dès la fin de l'année 1914, « L'Association des dames françaises » de Pontivy organise une « œuvre du paquet du prisonnier » sous l'égide de Jeanne Strowska qui en devient la vice-présidente. Cette œuvre s'est donné pour mission d'envoyer des colis de nourriture et de vêtements aux soldats détenus en Allemagne. En 1915, elle est remplacée par un comité d'aide aux prisonniers de guerre qui gère l'envoi de colis et de courriers aux prisonniers originaires de l'arrondissement de Pontivy. Ce comité fait parvenir les colis que les familles désirent envoyer à leurs parents en Allemagne et distribuent des colis de secours aux prisonniers qui n'ont pas de famille.

Photographie de prisonniers de guerre français dans le camps de Quedlinburg, 1915-1918. (Collection de Anne Marie-Grèze)



Münster (Westf.), 7 octobre 1918.

Je vous accuse réception de :

vosre colis de 5 boîtes conserves, 1 paquet riz, café
 > mandat de boîte cubes.

expédié de Pontivy le 8 août 18.

Nom et prénom : Le Gall Cheopile de Baud de la commune

Gefangenenlager II, Münster i. W. (Rennbahn)
 Corvée 28 Allemagne

Accusé de réception d'un colis par un prisonnier du camp de Münster, 1918 (Collection de Gilles Blayo)

Carte de Joseph Le Bris, prisonnier au camp de Minden à sa femme, 1915. (Collection de Gilles Blayo)

Adresse exacte de l'expéditeur: 45 48

Nom et prénom: Le Bris Joseph
 Gefangenenlager I Minden i. Westf. (Allemagne).
 Block: 200
 Batallion: 121
 Compagnie: 1

Minden Westphalie Allemagne

cher Mathurine
 j'ai reçu tes lettres avec des
 colis avec beaucoup de plaisir et de
 savoir que tu ait bonjour en bon
 santé et je vous demande un grand
 colis tout les semaines avec du pain
 et du beurre et du lard chocolat
 Ca bat biscuit et des petits colis par
 La poste deux ou trois fois par
 semaines taché de me envoyer.
 Les colis plus que tu pourrat et metre mon
 numéro sur mes colis et mandat. Bien
 Le bonjour de bon marie



Les uniformes de l'armée française

En 1914, l'armée française est composée de plusieurs entités. Outre les forces de l'armée métropolitaine, la France peut compter sur ses troupes de l'armée d'Afrique dans le Maghreb et les troupes coloniales, héritières des troupes de marines, stationnées en métropole et dans les colonies. Cette diversité se retrouve dans les uniformes que portent ces unités.

Les uniformes de l'infanterie métropolitaine

L'infanterie de métropole est composée de deux types d'unités, l'infanterie de ligne et les chasseurs. L'uniforme de l'infanterie de ligne, qui constitue la plus grande partie de l'armée métropolitaine en 1914, est l'héritier direct de celui que portaient les troupes de Napoléon III à la bataille de Sedan en 1870. Il se compose d'une veste bleue, d'un pantalon rouge « garance » et d'un képi bleu et garance recouvert par une housse bleue grise. Cet uniforme s'avère très voyant sur le terrain à l'inverse de celui des Allemands et des Britanniques qui ont adopté le vert de gris et le kaki.

Les chasseurs forment un corps réduit de 31 bataillons d'élite composés de jeunes gens soigneusement sélectionnés. Leur équipement est sensiblement identique à celui de l'infanterie de ligne si ce n'est pour un détail. La couleur de leur pantalon et de leur képi est du même bleu que leur veste.



Uniforme ayant appartenu au sergent-major Emmanuel Jamme du 32^e régiment d'infanterie métropolitaine (1914). Collection de Frédéric Bouedec, Association Patrimoine Ouest Atlantique.

Dès la fin de l'année 1914, l'intendance militaire prend des dispositions pour rendre le pantalon garance moins visible en le recouvrant par une salopette, puis, elle en arrête la fourniture. Il est alors remplacé quelques temps par un pantalon de velours à côtes gris ou bleu. Cet arrêt n'est pas seulement dû à leur côté voyant mais également au fait que c'est l'Allemagne qui contrôle la production de la teinture Garance. Il est donc devenu nécessaire de trouver une solution à cette disparition.

En avril 1915 apparaît le nouvel uniforme qui va équiper l'armée pour le reste de la guerre. Sa couleur n'est plus bleu foncé ni garance comme l'uniforme de 1914 mais d'un bleu clair que l'on appelle Bleu horizon. Au même moment, les fantassins sont équipés du premier casque en acier de la guerre, « le casque Adrian » qui sera largement distribué dans les armées alliées (Belgique, Italie, Serbie...). La Grande-Bretagne n'équiperait son armée d'un casque qu'à la fin de l'année 1915. Les Allemands, qui sont équipés de casques à pointe en cuir bouilli, ne seront équipés d'un casque en acier qu'en 1916.



Uniforme « bleu horizon » du Sous-lieutenant du 32^e régiment d'infanterie Emmanuel Jamme (1915). Collection de Frédéric Bouedec, Association Patrimoine Ouest Atlantique.

L'infanterie de l'armée d'Afrique et les troupes coloniales

Les armées issues des colonies offrent une grande variété d'uniformes et d'origines. Elles comprennent des régiments d'infanterie coloniale (anciennement infanterie de marine) composés de métropolitains, des régiments de zouaves composés de soldats d'origine métropolitaine vivant en Algérie et de régiments de tirailleurs algériens, marocains (dits turcos), sénégalais ou annamites dont le recrutement s'effectue dans la population indigène. A ces régiments il faut ajouter ceux de la Légion qui s'équipent à la mode métropolitaine.

Chacun d'entre eux possède un uniforme qui lui est propre. L'infanterie coloniale dispose d'uniformes semblables à ceux de l'armée métropolitaine. Mais ils portent un pantalon bleu. Les zouaves et les tirailleurs algériens et marocains portent un saroual blanc et un boléro qui est bleu foncé pour les zouaves et bleu ciel pour les turcos. Enfin, les tirailleurs sénégalais portent un uniforme bleu.



Uniforme du 4e régiment de tirailleurs algériens en 1914. (Collection Frédéric Bouedec, Association Patrimoine Ouest Atlantique).

La plupart de ces uniformes, s'ils sont adaptés à la guerre dans le désert, ne sont pas adaptés aux hivers du nord de la France. Le premier hiver de la guerre est difficile pour beaucoup de tirailleurs. Sur certains théâtres d'opérations, comme ceux du Cameroun (1914-1916) et celui de Gallipoli (1915), les troupes coloniales portent des uniformes de couleur sable.

En 1915, l'uniforme de ces unités connaît également un changement. A la différence des troupes de l'armée métropolitaine, la couleur de ces nouveaux uniformes n'est pas bleu horizon mais d'un kaki que l'on appelle « moutarde ». Par la suite cette couleur équipera progressivement toute l'armée française.



Uniforme en tissu couleur « moutarde » porté par un soldat du 9e régiment de zouaves entre 1915 et 1918. (Collection de Frédéric Bouedec, Association Patrimoine Ouest Atlantique).

La cavalerie française

La cavalerie française de 1914 offre une grande variété d'uniformes issue de la tradition napoléonienne. Selon qu'il s'agisse de cuirassiers, de dragons, de chasseurs à cheval ou de hussards, les régiments de cavalerie disposent d'uniformes totalement différents. Ils disposent généralement d'un pantalon garance et d'une veste bleue ou bleu ciel.

Ces uniformes ne sont pas adaptés à la guerre moderne. A la fin de l'année 1914, la cavalerie est devenue obsolète. Les cavaliers quittent leurs chevaux pour devenir des fantassins comme les autres. A partir de 1915, la cavalerie, est équipée du nouvel uniforme bleu horizon.



Uniforme de cavalier du 14e régiment de dragons en 1914. (Collection de Frédéric Bouedec, Association Patrimoine Ouest Atlantique).



Pontivy, ruche militaire

Lorsque la guerre éclate, Pontivy est une vieille ville de garnison. Depuis le XVIII^e siècle, s'y succèdent des régiments de cavalerie. En 1886, le 2^e régiment de chasseurs à cheval s'installe dans la caserne. Il va en occuper les locaux durant plus de quarante ans.

Les régiments du Nord à Pontivy

Le 4 août 1914, les quatre escadrons du régiment quittent Pontivy pour la frontière, ne laissant en ville que leur dépôt. Mais la place qu'ils laissent ne tarde pas à être comblée. A la fin du mois d'août, deux nouveaux régiments arrivent en ville. Le 17^e régiment d'artillerie de campagne d'Abbeville et le 42^e régiment d'artillerie de campagne de La Fère ont été évacués de la zone des combats. Comme d'autres régiments, leurs dépôts sont installés dans des communes situées en retrait du front. Ils prennent leurs quartiers dans la caserne où ils vont rester jusqu'à la fin de la guerre.

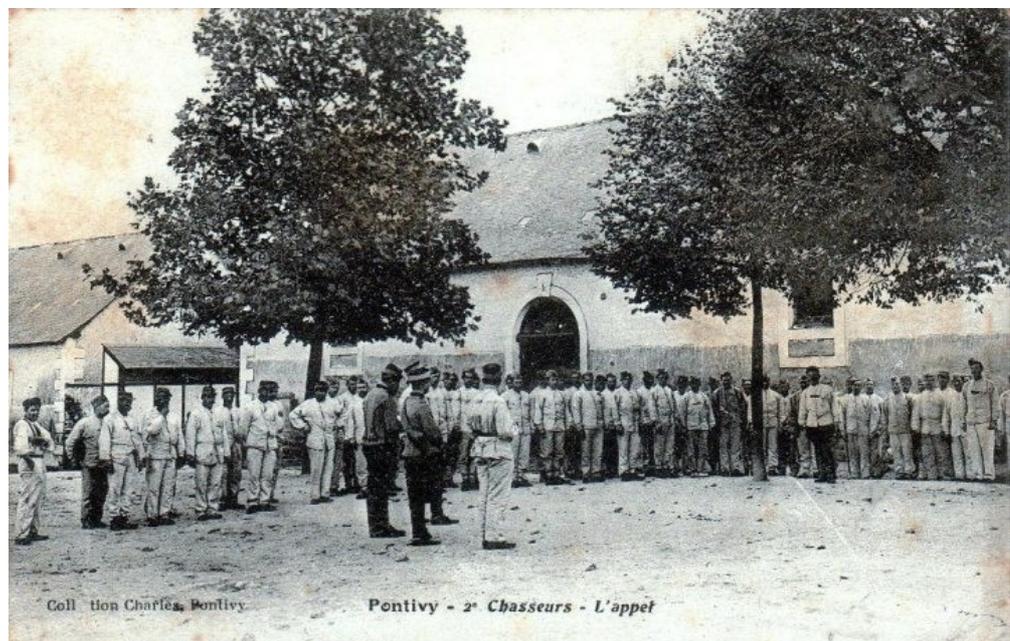
En juillet 1916, un nouveau régiment vient s'installer à Pontivy pour former un dépôt commun avec le 2^e régiment de chasseurs, le 13^e régiment de hussards. Mais, à la fin de l'année 1917, le dépôt des deux régiments de cavalerie est redirigé vers Tours. Le 2^e régiment de chasseurs ne sera de retour à Pontivy qu'en juillet 1919.

Les militaires en ville

A la fin de l'année 1914, la ville est occupée par environ 5 000 militaires. Il est compliqué de les loger. On établit donc des cantonnements dans les communes avoisinantes, le Sourn, Saint-Thuriau, Noyal-Pontivy ou Saint-Gérand. Des bâtiments comme les écoles, les hôtels et les écuries sont réquisitionnés pour abriter ces hommes et leurs ateliers. Du fait du manque de logement, l'armée élève en juin 1916 des « baraquements Adrian » sur le champ de foire pour abriter les soldats.

La présence de ces militaires n'apporte pas que les inconvénients des réquisitions. Elle s'avère même bénéfique au développement des spectacles. Régulièrement, les fanfares des régiments animent la ville. Afin d'apporter quelques divertissements aux soldats, le théâtre propose régulièrement des pièces et des concerts. Mais la grande innovation arrive en 1916. En décembre, ouvre le premier cinéma de la ville à l'hôtel de la Martyre, rue de Neuillac (actuelle rue du général de Gaulle). Il sera suivi l'année suivante par l'inauguration d'un second cinéma, le Palace, rue Marengo.

Pontivy – le 2^e chasseurs – l'appel. (carte postale, collection privée).



Coll. tion Charles, Pontivy

Pontivy - 2^e Chasseurs - L'appel

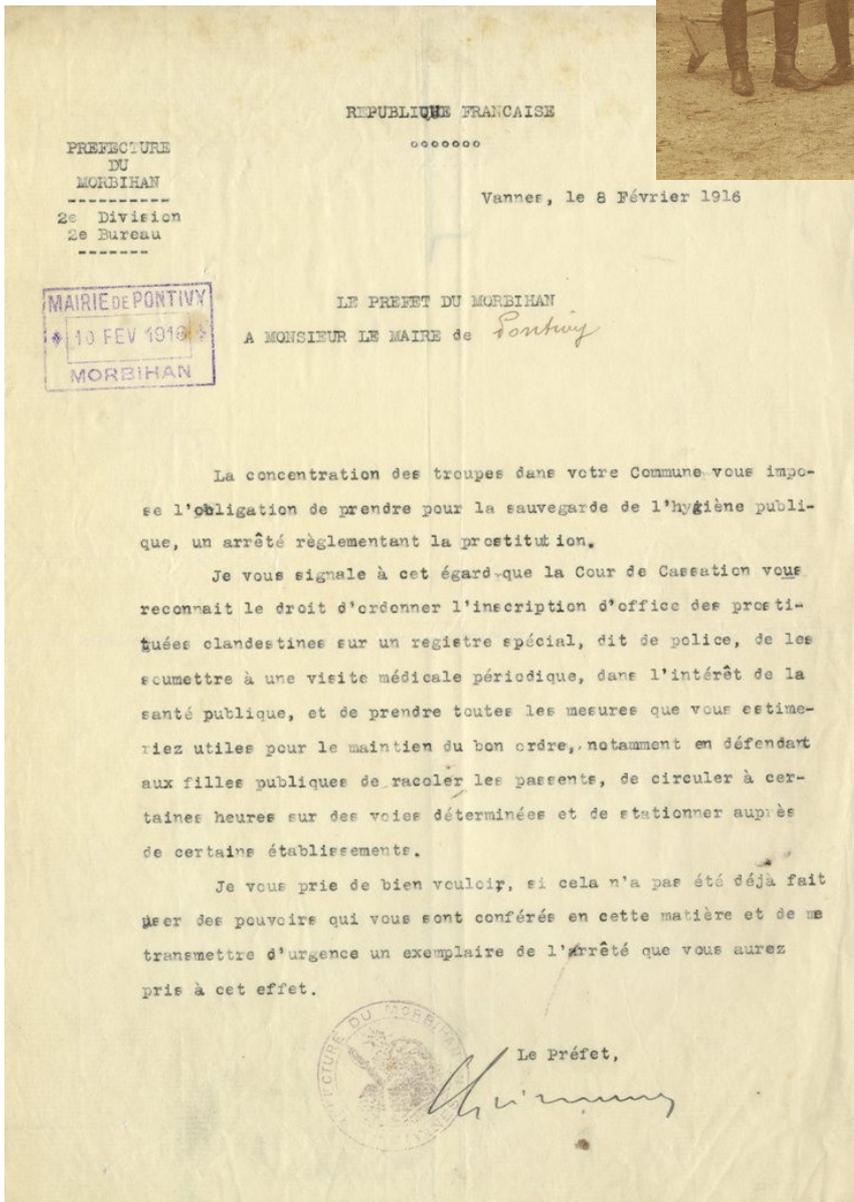


Artilleurs et canons place de la bascule à Noyal-Pontivy, 1914 (Archives municipales de Pontivy, 1Fi414).

La ville de Pontivy n'est pas suffisamment grande pour loger l'ensemble des régiments d'artillerie qui viennent s'y installer. Ils sont répartis dans les communes alentour.

Soldats du 17e régiment d'artillerie de campagne posant dans la cour de la caserne de Pontivy devant un canon de 75mm, 1915. (Archives municipales de Pontivy, Fonds Robic).

Complètement sur la gauche se trouve Eugène Frotté, le futur maire de Pontivy.



Lettre du Préfet au Maire de Pontivy relative à la prostitution, le 8 février 1916. (Archives municipales de Pontivy, 1J1044).

Depuis longtemps Pontivy dispose d'une maison de tolérance qui se situe rue des Fontaines. En temps normal, la prostitution est déjà très réglementée. Les « filles publiques » doivent subir un examen médical régulier et ne peuvent exercer que dans le cadre de leur établissement.

Avec la déclaration de guerre, la prophylaxie des maladies vénériennes devient l'une des priorités de l'armée à l'arrière. Un soldat malade est inutile car il ne peut pas aller au front. Les préfetures engagent donc les villes où sont stationnés des soldats à intensifier les contrôles et à inscrire les prostituées sur un registre spécial de police.



Pontivy et les hôpitaux temporaires

Les premières semaines de guerre sont particulièrement meurtrières. Dans l'ensemble de la France, s'ouvrent, dès 1914, des hôpitaux militaires temporaires afin de soigner les blessés.

Les hôpitaux militaires à Pontivy

En tant que ville de garnison, Pontivy dispose d'un hôpital mixte depuis de nombreuses années. celui-ci accueille aussi bien civils que militaires. En 1914, cet hôpital, dont le pavillon militaire n'est pas terminé, n'a pas la capacité de faire face à l'afflux de blessés. Le 15 août le médecin Major Gourdet arrive en ville pour y diriger l'installation d'hôpitaux temporaires. Il réquisitionne les locaux du Lycée pour y installer un premier hôpital temporaire qui portera le numéro 18. Mais la rentrée scolaire est proche et des aménagements doivent être faits pour permettre la cohabitation des blessés avec les lycéens. Le nombre de classes est réduit au strict minimum.

Le nombre de lits se révèle insuffisant. Les locaux de l'hospice du Grand Parc sont réquisitionnés pour loger les blessés et les vieillards qui l'occupent sont transférés à l'école Saint Joseph le Château. Cette annexe sera fermée en 1916 pour permettre aux vieillards de bénéficier de logements plus sains. L'hôpital et son annexe du Grand Parc permettent à l'armée de disposer d'environ 500 lits sur Pontivy.

Un second hôpital ouvre à l'école primaire supérieure de jeunes filles (actuel collège Charles Langlais) le 25 septembre. Il porte le n°13², puis le n° 60. Il a pour but d'accueillir les blessés des 17e et 42e régiments d'artillerie qui ont pris leurs quartiers en ville. Une petite annexe lui est rattachée à Noyal-Pontivy en novembre 1914. L'hôpital et son annexe fermeront en 1916.

Ces hôpitaux sont à la tête d'un véritable réseau hospitalier. On trouve des annexes des hôpitaux de Pontivy à Guéméné-sur-Scorff, à Noyal-Pontivy et à Josselin où elles sont installées dans des écoles ou des établissements religieux.

La plupart de ces établissements ne fonctionnera pas toute la guerre. Les premières années du conflit, particulièrement meurtrières, justifient pleinement un si grand nombre d'hôpitaux. A partir de 1917, l'abandon de la stratégie des grandes offensives après le désastre du Chemin des Dames permet de limiter les pertes et donc le nombre de blessés dans les hôpitaux. A la fin de la guerre, le seul hôpital temporaire encore en activité à Pontivy est celui du lycée. Il ferme ses portes fin janvier 1919.

Le personnel des hôpitaux

Le personnel de ces hôpitaux est très hétéroclite. Avant tout composé de médecins et d'infirmiers militaires, il est complété par des dames de la Croix Rouge et des bénévoles. Plusieurs personnalités locales y travaillent comme Jeanne de Kervénoaël ou Emile Masson. On y trouve également des religieuses. Le 26 novembre 1916, le Journal de Pontivy fait même état de la présence d'infirmiers annamites.

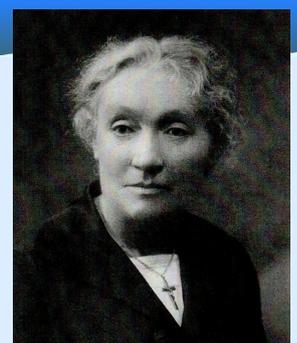


Jeanne de Kervénoaël

Jeanne Élisabeth Marie JOUAN DE KERVENOAËL est née au château familial de Talhouët le 30 juillet 1873. Elle y a vécu toute sa vie.

Pendant la Grande Guerre, elle s'occupe de la pharmacie au sein de la Croix Rouge Pontivyenne, dont elle deviendra la présidente en 1929, et est nommée infirmière dans le service chirurgical de l'hôpital du lycée. Elle a consacré sa vie à l'action caritative. Elle devient conseillère municipale de Pontivy entre 1945 et 1956. En 1951, elle reçoit la légion d'honneur pour son investissement dans les œuvres caritatives.

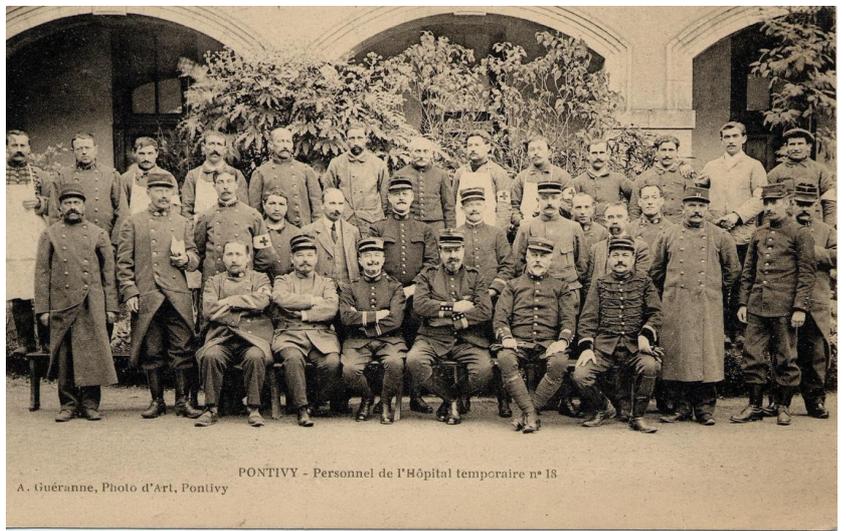
Elle décède à Pontivy le 13 février 1956.



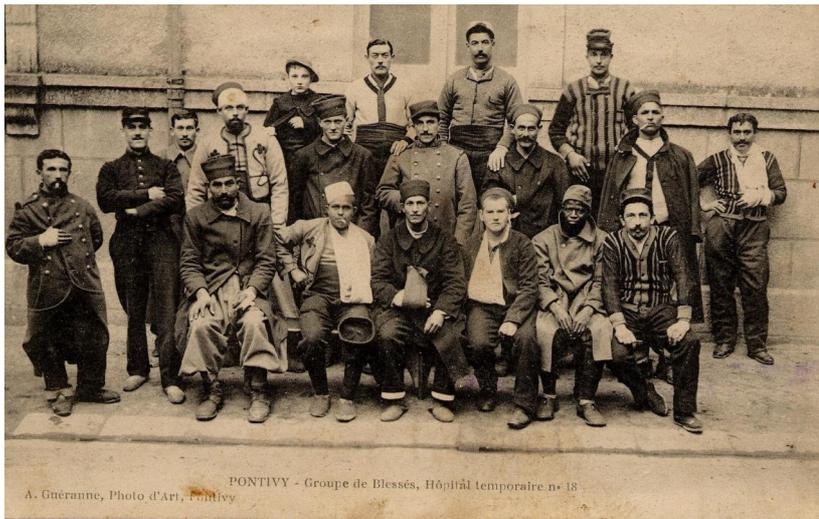
Jeanne de Kervénoaël (collection de Madame de L'Escale).

Personnel de l'hôpital temporaire n° 18, vers 1915-1916. Carte postale par A. Guéranne.
(Archives municipales de Pontivy, 1Fi276).

Nous voyons ici le personnel militaire de l'hôpital. À ces soldats il faut ajouter les bénévoles de la croix rouge et les religieuses de la congrégation des Filles de Jésus.



PONTIVY - Personnel de l'Hôpital temporaire n° 18
 A. Guéranne, Photo d'Art, Pontivy



Pontivy – groupe de blessés de l'hôpital n° 18, vers 1915-1916. Carte postale par A. Guéranne.
 (Archives municipales de Pontivy, 1Fi278).

Devant l'évacuation de l'hospice des
 Vieillards du Grand Parc.

—————

Dans la séance du 28 août courant, la Commission
 d'assistance, composée des Commissions administratives
 de l'Hôpital et du Bureau de Bienfaisance
 a émis un vœu tendant à l'évacuation
 aussi prompt que possible de l'hospice des
 Vieillards du Grand Parc, spécialement affecté
 avant la Guerre, à l'hospitalisation de nos
 Vieillards des Deux Sexes.

Je vous prie de vouloir bien appuyer ce
 vœu de toute votre énergie.

L'hospice du Grand Parc, utilisé comme
 annexe de l'hôpital temporaire n° 18, est
 actuellement presque inutile au service de
 Santé militaire, qui n'y envoie que quelques

Suspects. Le petit nombre de malades
 militaires traités dans cette annexe, ne justifie
 pas le dérangement causé à nos
 Vieillards, qui sont entassés les uns sur les
 autres dans le local de l'école prise au
 Château. Depuis qu'ils sont dans ce
 local qui n'était pas destiné à servir d'hospice
 la mortalité s'est très sérieusement accrue
 sur nos Vieillards. C'est en ayant pour la
 Santé de nos blessés militaires le plus
 grand souci, il est aussi de notre
 devoir de nous préoccuper de la Santé de
 nos Vieillards qui souffrent dans les
 locaux du Château qui devraient d'ailleurs
 être rendus à leur destination scolaire.

Voici du reste le détail des avis pris par la Commission
 d'assistance :

Rapport de la commission d'assistance au conseil municipal du 30 août 1916 au sujet de l'occupation de l'hospice du Grand Parc comme annexe de l'hôpital temporaire n° 18. (Archives municipales de Pontivy, 1D25)

Depuis 1914, l'hospice du Grand Parc est occupé par l'hôpital militaire. Les personnes âgées qui y résidaient ont été relogées dans les locaux de l'école du Château. Cependant, le bâtiment dans lequel elles ont été logées n'est pas adapté à recevoir des vieillards. Ils y vivent dans des conditions désastreuses. Les militaires vont évacuer les locaux de l'hospice pour permettre le retour des vieillards. Des baraquements seront installés dans les jardins de l'hospice afin de servir aux blessés qui étaient auparavant logés au Grand Parc.



Les prisonniers Allemands à Pontivy

En 1915 et 1916, Pontivy connaît une nouvelle implication dans la guerre en accueillant une cinquantaine de prisonniers de guerre allemands. De mars 1915 février 1916, ces hommes, logés à Chef-de-Ville, vont participer à plusieurs chantiers.

Le chemin des Boches

Le 10 février 1914, au conseil municipal, le maire annonce qu'un accord a été trouvé entre la mairie et le syndicat d'amélioration du chemin rural n° 12. Ce chemin s'étendant entre Saint-Niel et Pont-Er-Morh doit subir une série de travaux d'amélioration qui permettrait un accès plus aisé aux champs.

La déclaration de guerre retarde ce projet, mais des tractations avec l'administration militaire permettent à la mairie d'obtenir la main d'œuvre de 50 prisonniers de guerre allemands pour ces travaux.

Arrivés en mars 1915, ceux-ci travaillent au creusement, à l'élargissement et à l'empierrement de ce chemin jusqu'à la fin du mois d'octobre. Durant l'été, certains sont envoyés dans les fermes pour participer aux récoltes.

L'affaire du glacis du château

Au cours de sa séance du 17 juillet 1915, le conseil municipal décide d'entreprendre des travaux qui permettront de dégager la vue du château des Rohan en coupant les arbres qui le dissimulaient et en arasant le glacis. Pour faire ces travaux, la municipalité décide de faire appel à la main d'œuvre des prisonniers allemands.

Au cours de l'été une opposition vigoureuse au projet s'organise autour de l'archéologue Jérôme Le Brigand. Dès le 18 août, celui-ci s'oppose à ces travaux qui dénaturent ce bâtiment typique de l'architecture militaire du XVIe siècle. Durant plusieurs mois, l'archéologue dirige une campagne intensive contre le projet, organisant des manifestations, distribuant des tracts, faisant intervenir la Société polymathique du Morbihan. Rien n'y fait, les travaux débutent à la fin du mois d'octobre.

Afin d'éviter toute manifestation, la municipalité interdit aux administrés de s'arrêter devant le château le temps des travaux, ce qui vaut à Le Brigand d'être conduit au poste de police. Les travaux prennent fin au mois de février alors que le contrat qui lie la ville à l'armée s'achève.



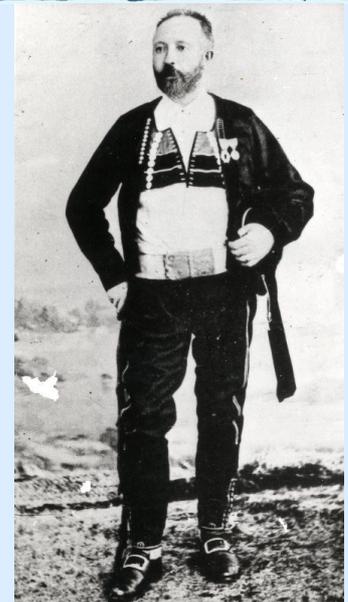
Jérôme Le brigand

Fils d'un laboureur de Cléguérec, Jérôme Le Brigand est l'un des personnages les plus marquants de l'histoire pontivyenne. Amateur d'objets d'art et de curiosité, il possède une collection qui comprend aussi bien des pièces de monnaie anciennes que des objets insolites comme un veau à deux têtes qu'il a fait empailler. Durant plusieurs années il présentera sa collection au château des Rohan. Également archéologue, il fait l'acquisition en 1890 d'un tumulus à Silfiac dont il a effectué des fouilles minutieuses avant de le déplacer et d'en faire don à la ville de Pontivy qui l'installe dans le square Lenglier.

Il participe à la vie locale en siégeant à plusieurs reprises au conseil municipal. Il collabore avec les journaux locaux où son ton polémique et sarcastique fait merveille.

Au début du XXe siècle, bien qu'il n'occupe plus aucune fonction au sein du conseil municipal, il s'attaque régulièrement aux décisions prises par celui-ci. C'est ainsi qu'en 1915, il fait campagne contre les travaux prévus au château.

Il s'éteint le 18 décembre 1919 à l'âge de 73 ans.



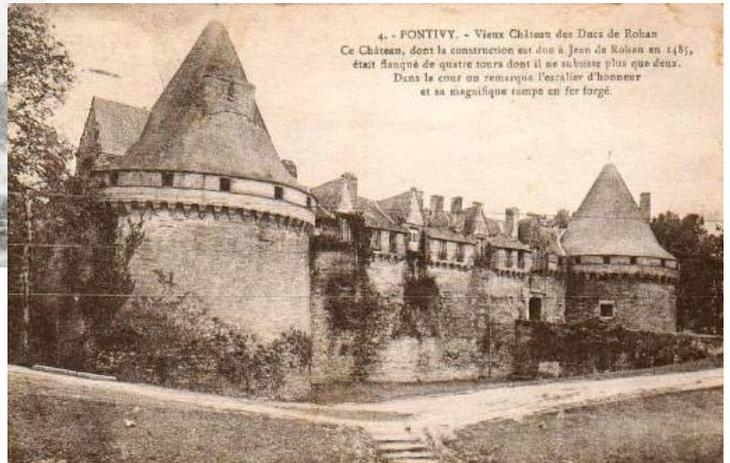
Portrait de Jérôme Le Brigand en costume breton. (Archives municipales de Pontivy, fonds Floquet, 2Z239)



Photographie du château des Rohan vers 1900.

(Archives Municipales de Pontivy, Fonds Floquet).

Cette photographie a été prise plusieurs années avant les travaux. Le talus est au même niveau tout autour du château.



Pontivy – le vieux château des ducs de Rohan, carte postale de Laurent Nel – Rennes, 1923. (collection privée).

Sur cette photographie, le talus a été arasé. À l'emplacement où se trouve l'escalier, le talus a perdu près de 3 mètres de haut.

LE CHATEAU DE PONTIVY

Nous lisons dans le *Nouveliste du Morbihan* :

On sait qu'il est question d'abattre les arbres et de combler les douves dans un secteur déterminé autour de l'antique château de Pontivy. Des Boches seraient même désignés déjà pour exécuter ces travaux, qui ont suscité de légitimes réclamations près du Conseil municipal.

Des prisonniers allemands ou des indésirables doivent exécuter ces travaux. Que faut-il conclure ? M. Jérôme Le Brigand, l'archéologue très apprécié, a fait placarder l'affiche suivante :

Pontivyens,

« A l'indignation de presque toute la population et malgré le vœu émis à l'unanimité par la Société Polymathique du Morbihan, la Municipalité de Pontivy s'entête à vouloir commettre un acte de vandalisme en démolissant une partie des douves du vieux château des Rohans le seul spécimen qui reste en Bretagne de l'art militaire du XV^e siècle.

• Est ce bien le moment de jeter notre argent dans ces fossés ? Economisons aujourd'hui. Nous dépenserons plus tard, mais seulement quand nous aurons réparé tous les maux de la guerre et que tous les électeurs seront revenus au foyer.

• Nos poilus, qui se demandent là bas si nous devenons fous à l'arrière, auront alors la parole.

Jérôme LE BRIGAND,
Archéologue.

Pontivy, le 22 Septembre 1915.
Une date à retenir.

Conseil Municipal

A la séance historique du 17 juillet 1915, et après la lecture du rapport colossal de M l'architecte Ramonatxo, le Conseil, par 10 voix sur 11 présents, a voté l'abattage des arbres et la démolition des douves du château.

Ce sont : **MM. CADRE, ROUSSEL, MAHÉ, MARESSAL, GALAND, VERNERY, LE SÉNÉCHAL, BAZIN, GAINCHE, PIERRE.**

Abstenu : M. Eveno.
Au front : MM. Strowski, Daniel, Fraval.
Absents : MM. Le Doujet, Collin, Sado, Le Bris, Sauvage, Jégourel, Robo, Josse.

Protestation "recommandée" à M. le Maire

Je soussigné Jérôme Le Brigand, contribuable proteste contre la façon clandestine par laquelle l'adjudication des arbres du château a été faite

Aucune publicité n'a eu lieu. Seules, des lettres particulières ont été adressées à quelques marchands de bois.

Craignait on les enchères ou une explosion de sentiments hostiles de la part de la population ?..

CONCLUSION

C'est donc par 10 voix contre 13 que cet acte de vandalisme sera commis par des Boches

Que nos concitoyens retiennent les noms des 10 qui vont jeter nos deniers communaux dans les douves du château.

DERNIÈRE HEURE

Télégramme à Monsieur Roth, Préfet Morbihan

Croyez moi. Empêchez vandalisme château Pontivy. Les Pontivyens vous seront reconnaissants.

LE BRIGAND

Pontivy, Imp. Anger

**Travaux d'Agriculture
des Prisonniers de Guerre**

Heures de travail employées à la culture
Mois d'Avril 1915.

	du 1 au 10	du 11 au 20	du 21 au 31	Total
Petitcorps	826	1298	1207	3331
Jourio	269	368	336	973
Le Garvis	200			200
Kuby	29	38		67
Guillemet		250	450	700
Guilplet		700	320	1020
Le Guellank		60	60	120
Lemoing			100	100
	1304	2714	2503	6521
				2122 = 1131'62

Tu bon à encaisser
2 Pontivy, le 23 Septembre 1915.
Le Brigand
Guillemet

Relevé des heures de travail des prisonniers employés aux travaux des champs, 1915.

(Archives municipales de Pontivy)

Tract de protestation de Jérôme le Brigand contre les travaux effectués par les prisonniers allemands sur le château, 1915.

(Archives municipales de Pontivy, 1M12).



Le front de l'arrière

A partir du mois d'août 1914, toute la société est mobilisée pour soutenir l'effort de guerre. Dans toute la France, la population est mise à contribution d'une multitude de manières.

Travailler pour la patrie

A l'arrière s'est ouvert un véritable front complémentaire. Les femmes remplacent les soldats mobilisés dans les champs et les usines. La main d'œuvre venant à manquer, on fait appel aux travailleurs étrangers. Afin de financer l'emprunt et les industries de l'armement, l'État lance des emprunts de défense nationale en 1915, 1916, 1917 et 1918. Chaque citoyen est appelé à donner ce qu'il peut.

Pontivy ne possède pas d'industrie susceptible de soutenir de manière importante l'effort de guerre. Ce sont les activités agricoles qui sont sollicitées pour permettre l'approvisionnement du front et de la population civile. Les femmes et les vieillards travaillent dans les champs, parfois assistés par des prisonniers.

Les collectes et opérations philanthropiques

Une multitude d'activités bénévoles apparaissent autour d'associations comme la Croix rouge ou les comités de patronage. « L'Œuvre des prisonniers de guerre » propose d'envoyer des colis aux prisonniers pontivyens détenus en Allemagne. Des collectes de draps et de vêtements ont régulièrement lieu au profit des soldats. Des soirées philanthropiques sont organisées, à la fois au niveau local et national, afin de récolter des fonds pour les soldats. « Les journées du 75 », les collectes « Pour nos marins » et autres « Journées des troupes coloniales » s'enchaînent à un rythme effréné. Elles proposent des pièces de théâtre, des concerts et des tombolas. Dans l'organisation de ces opérations, la place des comités de patronage et de l'association des « Dames françaises » est importante. Leurs infatigables organisatrices se retrouvent dans presque toutes les opérations.

On voit même apparaître des associations plus spécialisées, issues d'initiatives individuelles. C'est le cas de l'Œuvre du « Biniou aux armées », créée par le Pontivyen Oliviero, qui a pour but d'envoyer des binioues et des bombardes aux soldats bretons.

Toutes ces actions ont pour but, non seulement de soutenir l'effort de guerre mais également de soutenir le moral des soldats.



Jeanne Strowska, l'infatigable organisatrice

Jeanne Marie Mélanie SALMON est née à Plouescat (Finistère) le 23 juillet 1867. Mariée au procureur de la république de Pontivy, dont elle aura deux enfants, Elle se remarie en 1900 avec le professeur de philosophie du lycée, Stéphane Strowski. En mai 1899, l'association des Dames françaises crée un comité à Pontivy dont elle devient la trésorière. Elle se prend de passion pour les actions philanthropiques.

Durant la guerre, elle s'investit dans de nombreuses actions caritatives, accueillant les convois de blessés et travaillant, avec ses camarades des « Dames françaises » dans les hôpitaux temporaires de Pontivy.

Ces dames collectent pour les soldats des livres, jeux, vêtements, leur confectionnent des lainages, organisent des concerts. Elles ont apporté beaucoup de réconfort aux soldats prisonniers de guerre par l'envoi de colis.

Ayant un talent de brodeuse, Jeanne confectionne des lots pour les tombolas et actions caritatives qu'elle organise.

Jeanne Strowska décède le 1er octobre 1943 à l'âge de 77 ans au domicile de ses enfants à Plouescat.



Portrait de Jeanne Strowska.
(Collection de madame Camus)



Affichette « Emprunt de la libération », 1918, détail. (Archives municipales de Pontivy, 1D27).



Reçu pour un don effectué en faveur de l'oeuvre du paquet des prisonniers, 1917. (Archives municipales de Pontivy)



Programme d'une « matinée-concert » organisée au profit des prisonniers de guerre et des blessés le 7 février 1918. (Archives municipales de Pontivy, 1J914)

Enveloppe à l'en-tête de l'œuvre « Le Biniou aux armées », 1915. (Collection Gilles Blayo). En plus des collectes d'argent destinées au poilus, la population participe à des collectes de pipes, de vêtements et autres couvertures pour que les soldats puissent se couvrir et se distraire. L'initiative du pontivyen Oliveiro est assez originale. Son but est d'envoyer aux soldats bretons des binioues et des bombardes.





Ville refuge

Dès août 1914, les civils du nord de la France et de la Belgique découvrent la brutalité de la guerre. Beaucoup abandonnent leurs champs et leurs maisons, ou sont évacués par les autorités militaires. Ce flot de réfugiés ne se tarit pas tout au long de la guerre. Chaque nouvelle offensive amène son lot d'évacués.

Les réfugiés à Pontivy

Les premiers réfugiés arrivent à Pontivy dès 1914. Pour beaucoup ce n'est qu'un exode momentané. Ils reprennent le chemin de leur région d'origine après la bataille de la Marne. Il faut attendre le début de l'année 1915 pour voir les pouvoirs publics commencer à les recenser. Au mois de mai, un convoi de 800 réfugiés est réparti dans les différentes communes de l'arrondissement. En janvier 1917, 700 nouveaux évacués arrivent dans le département. Les premiers convois sont accueillis par une foule importante venue soutenir ces pauvres déracinés.

Les nouveaux arrivants sont dépourvus de tout. Ils n'ont ni logement, ni travail, ni nourriture. Avant que les pouvoirs publics décident de leur attribuer une allocation, ils ne peuvent compter que sur les associations philanthropiques pour leur venir en aide. Les comités de patronage et les « Dames françaises » organisent des collectes de fonds et des spectacles dont les recettes sont destinées à aider les réfugiés. La plus grande difficulté consiste à leur trouver des logements. La ville étant déjà occupée par plusieurs régiments, il ne reste plus beaucoup de logements libres. Le 26 avril 1918, le préfet demande à la mairie d'établir la liste des logements vacants sur la commune afin de pouvoir y établir des réfugiés. La réponse est sans appel :

« [...] Il n'a été trouvé comme logements vacants que la maison meublée située rue nationale [n°]66 appartenant aux héritiers Hyvernage. [...] »

Les conséquences des offensives de 1918

Au printemps 1918, les Allemands lancent une série de grandes offensives qui provoquent de nouveaux déplacements de population. De nombreux réfugiés de la région d'Amiens arrivent à Pontivy. 313 d'entre eux sont logés à Pontivy même. C'est un flot de population trop important pour la ville qui peine à les loger et à les nourrir. Pour y faire face, la mairie doit mettre en place un comité chargé de procurer des logements, des meubles et de la nourriture afin d'accueillir ces personnes démunies. Si dans son ensemble cette population est bien accueillie, l'arrivée de toutes ces personnes démunies et la présence, dans les convois des années précédentes, de personnes *indésirables* (notamment des prostituées) provoque une certaine lassitude de la population pontivyenne.

Le départ des réfugiés

La présence des réfugiés à Pontivy ne s'arrête pas avec l'armistice. La plupart d'entre eux n'ont plus de maison et ne peuvent retourner dans leur région d'origine. Ils attendent que les départements du nord soient reconstruits, ce qui va prendre plusieurs années. Lors du recensement de 1921, 710 personnes sont comptées à part. On trouve dans cette catégorie les militaires et les réfugiés. Mais tous les réfugiés n'y sont pas comptabilisés. En effet, ne sont comptabilisés « à part » que les réfugiés qui sont logés par l'habitant, comme hôte de passage. Les familles qui louent des logements sont comptabilisées dans la population pontivyenne. Certaines de ces familles ne repartiront jamais dans leur commune d'origine. Elles s'établiront définitivement à Pontivy. On les appellera *les nouveaux pontivyens*.

Préfecture de Morbihan
 République Française
 Commune de Pontivy
 Liste nominative des Réfugiés inhumés dans la commune

Noms et Surnoms	Date et lieu de naissance	Demise avant guerre	Date de décès
Schott Vito. Adolphe Christian	21 janvier 1874 à L'Espérance	Dem. bas. bas. ind. (p. m. b.)	11/12/1914
Decan Emman. Louise	13 avril 1878 à L'Espérance	Lille	24/11/1916
Arachet. Adol. Clémentine	3 octobre 1913 à Quimper	Quimper. Paris	3/11/1918
Basant. Georges Albert	1 ^{er} avril 1881 à L'Espérance	Clair. Warby	13/4/1918
Walcin. Louis-Émile	18 ans. Lille	Lille	21/6/1918
Wickel. Louis. Léon	2 janvier 1874 à L'Espérance	Rutzelbourg (Suisse)	7/4/1918
Kérouac. Aimé. Louise	6 avril 1891 à Pontivy	Pontivy (Suisse)	11/11/1918
Keruyter. Aloise. Joseph Albert	4 mai 1876 à L'Espérance	Dampierre (Suisse)	21/3/1918
Drocourt. Clara	7 ans. Clair. de L'Espérance	Comblains (Suisse)	2/11/1918
Grande. Pierre. Louis. Yves	10 mai 1916 à L'Espérance	Paris (P. B. C.)	9/11/1918
Debray. Suzanne. Françoise	21 juin 1886 à L'Espérance	Amboise	3/6/1918
Paris. Marie. Louis. Léon	15 août 1883 à L'Espérance	Braine (Suisse)	11/7/1918
Clouze. Martha	26 juillet 1874 à L'Espérance	Les. Beaumont	18/1/1918
Devaux. René. Louis. Louis	8 octobre 1912 à L'Espérance	Amiens	1/4/1918
Musson. Paul. Louis. Louis	22 mars 1883 à L'Espérance	L. Bientin	12/4/1918
Lucas. Honoré. Charles	19 août 1883 à L'Espérance	Amiens	25/4/1918
Blouin. Moise	7 ans	Amiens	9/5/1918
Soerete. Germain. Germain	17 janvier 1913 à L'Espérance	Reims	16/5/1918
Chery. Henri. Joseph	22 septembre 1883 à L'Espérance	Wanster (Belg.)	26/5/1918
Peron. Albert. Albert	3 janvier 1874 à L'Espérance	Guinecourt (P. B. C.)	26/5/1918
Bucher. Suzanne. Marie	16 ans. L'Espérance	L'Espérance (Suisse)	3/6/1918
Drocourt. Marie. Thérèse	22 septembre 1883 à L'Espérance	Amiens	26/7/1918

Liste des réfugiés inhumés à Pontivy, 1922 (Archives municipales de Pontivy, 1M10)

A l'issue de la guerre, les pouvoirs publics établissent des listes permettant aux familles de savoir où ont été inhumés leurs parents. Elles peuvent alors demander le transport des restes des défunts dans leur commune d'origine. Ces listes permettent de retrouver l'origine géographique des réfugiés s'étant installés dans la région de Pontivy durant la guerre.

Desvres, le 12 juillet 1918
 Monsieur le Maire de la Ville de Pontivy

Je tiens tout d'abord à vous remercier de l'amabilité que vous avez eue pour accepter dans vos locaux communaux, les archives de la ville de Desvres.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si vous avez un local où vous pourriez installer ces archives, et si ce n'est pas abus de votre bonté, de vous réclamer l'emplacement pour cette quantité de cotes.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma haute considération et de mon profond respect.

Le Maire de Desvres
 Louis Fourmeau

Je tiens tout d'abord à vous remercier de l'amabilité que vous avez eue pour accepter dans vos locaux communaux, les archives de la ville de Desvres.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si vous avez un local où vous pourriez installer ces archives, et si ce n'est pas abus de votre bonté, de vous réclamer l'emplacement pour cette quantité de cotes.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma haute considération et de mon profond respect.

PRÉFECTURE de MORBIHAN
 2^e Division
 3^e Bureau

REPUBLIQUE FRANCAISE
 Vannes, le 16 Mai 1918

Le Préfet du Morbihan
 à Monsieur le Maire de Pontivy

Par une circulaire du 2 Mai courant, M. le Ministre de l'Instruction Publique attire mon attention sur la nécessité de prendre toutes dispositions utiles pour accueillir, dans les écoles publiques, les enfants des régions récemment envahies, qui affluent dans certaines villes.

La circulaire du 18 Août 1914, autorise les Inspecteurs d'Académie à créer, d'accord avec les Préfets, des emplois provisoires partout où la nécessité s'en fait sentir.

Je vous communique le rapport ci-joint de M. l'Inspecteur primaire de Pontivy démontrant l'accroissement considérable dû à la présence d'enfants réfugiés, de l'effectif de l'école de garçons.

Melle Decourcelle, directrice de l'école de Tourcoing, réfugiée à Pontivy, accepterait volontiers la charge d'une classe à l'école primaire supérieure de garçons de Pontivy.

J'ai décidé, sous réserve de l'approbation ministérielle, de créer provisoirement un nouvel emploi à l'école de garçons de Pontivy. Je vous serais obligé, Monsieur le Maire, de bien vouloir vous entendre avec M. l'Inspecteur primaire pour assurer un logement, ou verser une indemnité représentative à l'institutrice qui sera chargée de cette classe.

Le Préfet
 P. de Lamoignon

Lettre de la ville de Desvres (Nord-Pas-de-Calais) demandant à Pontivy un local pour mettre ses archives à l'abri, 12 juillet 1918. (Archives municipales de Pontivy, 1D27).

Les administrations aussi se sont réfugiées à l'arrière. Elles partent souvent avec leurs archives, notamment l'état civil. Une véritable administration des villes réfugiées va se reconstituer à l'arrière. En 1920, aux élections législatives, les réfugiés pourront voter dans des lieux spécifiquement réservés à leurs communes.

Lettre du préfet du Morbihan relative à la création d'un poste d'enseignant supplémentaire à l'école primaire de garçons, le 16 mai 1918. (Archives municipales de Pontivy, 1D27).

En 1918, les offensives allemandes ont provoqué un afflux de population dans les départements de l'arrière. A Pontivy, le nombre d'enfants dans les écoles a augmenté de manière très importante. Afin de faire face à cette situation, Les pouvoirs publics ont décidé de créer un poste d'instituteur provisoire.



Le ravitaillement

Durant le conflit, l'administration est confrontée au problème du ravitaillement des civils et des militaires. La main d'œuvre agricole venant à manquer, il est difficile de subvenir aux besoins de la population qui souffre également des réquisitions.

Les difficultés de ravitaillement

Le développement de la guerre sous-marine accentue les restrictions en rendant l'approvisionnement depuis les colonies et l'Amérique plus difficile. En 1917, le gouvernement met en place des carnets puis des tickets de rationnement qui fonctionneront jusqu'en 1921.

Les restrictions à Pontivy

Du fait de sa position rurale, la ville de Pontivy est relativement épargnée par les restrictions. A la fin de l'année 1915, elle commence néanmoins à en souffrir. En octobre, certaines boulangeries ferment momentanément en raison du manque de farine.

A partir de la fin de l'année 1916, les plaintes contre la cherté de la vie et le manque de lait, de sucre ou de farine deviennent très fréquentes dans les colonnes du « Journal de Pontivy ». Les pouvoirs locaux tentent d'y faire face en réglementant le ravitaillement et en instaurant des journées de fermeture des boucheries et des boulangeries dès 1915.

Les semis municipaux

Afin de faire face aux manques, les pouvoirs publics encouragent les initiatives locales. Les écoles de Pontivy ont ainsi la possibilité d'avoir un potager. En 1917, afin de développer ces initiatives et de permettre à la population de cultiver des légumes, la ville met en place une commission spéciale, les semis municipaux. Elle a pour but de cultiver des terrains de la ville et de vendre les légumes et des plants de légumes à un prix avantageux. Cette initiative mise en place par Charles Le Sénéchal permet de distribuer plusieurs milliers de plants de légumes jusqu'en 1919.

Un philanthrope méconnu: Charles Le Sénéchal (1851-1923)

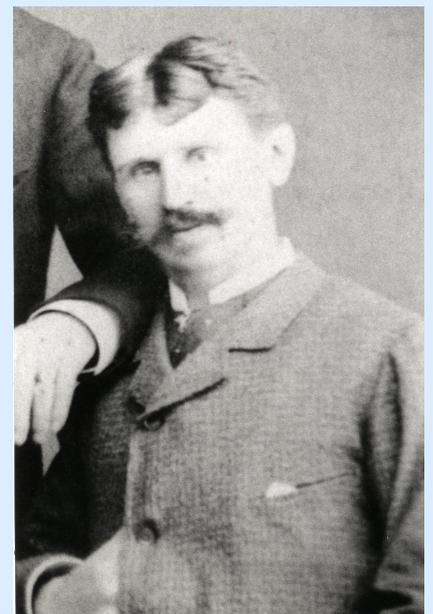
Né à Pontivy, Charles Le Sénéchal entre en apprentissage chez un pâtissier à l'âge de 12 ans. Lorsqu'il en sort, il part pour Nantes, puis pour Paris où il travaille dans les grands hôtels. C'est là qu'il entre au service d'un grand d'Espagne, le Duc Fernand Nunez, en qualité de chef, puis de maître d'hôtel. Durant 20 ans, il va sillonner l'Europe avec son maître.

En 1897, il se marie et revient à Pontivy. Il y mène une vie paisible tout en se faisant remarquer pour sa générosité. Il devient membre du bureau de bienfaisance et des différentes œuvres caritatives de la ville. En 1903, il est élu au conseil municipal et y restera jusqu'en 1919.

Lorsque la guerre éclate, il participe à toutes les œuvres et souscriptions destinées à soutenir les soldats et la population. Amateur d'horticulture et grand collectionneur de chrysanthèmes, il va fleurir, Chaque 2 novembre les tombes des soldats morts à Pontivy.

Mais c'est surtout à travers la mise en place des semis municipaux qu'il se distingue. Entre 1917 et 1918, il distribuera plusieurs milliers de pousses de légumes à la population.

A sa mort, en 1923, il lègue à la ville une forte somme d'argent destinée aux familles ayant des enfants à charge et aux orphelins.



*Portrait de Charles Le Sénéchal.
(Archives municipales de Pontivy,
Fonds Floquet, 2Z239).*

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU RAVITAILLEMENT. — 1919. — 2. 3.

31 100	30 100	29 100	28 100
MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN
Songez à aller chercher votre Feuille de Tickets pour Avril			
24 100	23 100	22 100	21 100
MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN
20 100	19 100	18 100	17 100
MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN
16 100	15 100	14 100	13 100
MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN
12 100	11 100	10 100	9 100
MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN
8 100	7 100	6 100	5 100
MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN
4 100	3 100	2 100	1 100
MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN	MARS PAIN

Ticket de rationnement, 1919 (Archives municipales de Pontivy, Fonds Floquet)

Mairie de Pontivy

Etat des Viandes consommées dans l'enceinte du périmètre de l'octroi de Pontivy (Morbihan)

		Bœuf et vaches	Moutons	Chèvres	Veaux	Porcs,
1916	Juillet	25827 ^{kg}	2267 ^{kg}	69 ^{kg}	17210 ^{kg}	6897 ^{kg}
	Août	26329	2770	12 ^{kg}	18103 ^{kg}	5498
1917	Juillet	19129 ^{kg}	1980	3 ^{kg}	16541	6644 ^{kg}
	Août	18486	1903	28	13574	5088 ^{kg}
Différence en moins en 1917	Juillet	6698 ^{kg}	287 ^{kg}	66 ^{kg}	669 ^{kg}	253 ^{kg}
	Août	7843 ^{kg}	867 ^{kg}	16 ^{kg}	4529 ^{kg}	410 ^{kg}

Pontivy le 21 Septembre 1917
Le Maire *[Signature]*

Etat des viandes consommées dans le périmètre de l'octroi de Pontivy entre 1916 et 1917. (Archives municipales de Pontivy, 4F1).

Les agriculteurs étant partis au front, la production diminue tout au long de la guerre. Afin de maîtriser le ravitaillement en viande les pouvoirs publics ont mis en place une série de mesures préventives telles que la fermeture des boucheries certains jours de la semaine ou l'interdiction de faire sortir du bétail du département. Ces mesures ont conduit à une diminution progressive de la consommation de viande.

Stival le 11 Décembre 1918

Monsieur le Maire

J'ai l'honneur de vous dire que pour l'instant il m'est impossible de pouvoir vous fournir du lait, j'ai 2 soldats en convalescence dans le bourg de Stival qui prennent du lait chez moi et en plus le peu qui me reste m'est encore pris pour des malades car ici c'est comme partout la moitié des fermiers aiment mieux le donner aux porcs qu'aux gens, mais moi je ne suis

Lettre d'un éleveur à la mairie en réponse à une demande de livraison de lait, 11 décembre 1918. (Archives municipales de Pontivy, 1D27).

A la fin de l'année 1918, la région de Pontivy souffre d'une pénurie de lait. Les mères de famille envoient une pétition à la mairie afin que soit organisé un dépôt de lait. De nombreux éleveurs y répondent mais beaucoup d'autres refusent en évoquant diverses raisons.

Les peuples nous ont dit: Semez des semailles de terres et des graines potagères pour nos femmes et nos enfants, et nous combattrons avec plus de courage et de vaillance, et nous nous chargerons de faire de la bonne besogne et Messieurs c'est ce que nous avons fait. Et nos ménagères ont pu avoir des légumes pour garnir leur pot au feu. Recueillons aussi librement quelques milliers de plants aux hôpitaux:

Extrait du rapport de la commission des semis municipaux présenté au conseil municipal en avril 1919. (Archives municipales de Pontivy, 1D28).



La grippe espagnole

A partir du mois d'avril 1918, le monde est touché par une épidémie de grippe très virulente.

Propagation de la maladie

On l'appelle « grippe espagnole » suite à l'annonce qui en a été faite dans la presse espagnole tandis qu'en France les journaux ne peuvent en parler en raison de la censure. Il faut ainsi attendre le 22 septembre pour voir l'épidémie évoquée dans les colonnes du Journal de Pontivy.

La grippe arrive en deux vagues. La première frappe le pays entre avril et août. La seconde, qui est beaucoup plus meurtrière, sévit entre août 1918 et le début de l'année 1919. Elle s'abat alors sur une population fatiguée par quatre années de guerre et de privations. Cette grippe, qui aurait emporté environ 30 millions de personnes dont 400.000 en France, reste à ce jour l'épidémie la plus meurtrière du XXe siècle.

La grippe à Pontivy

La grippe arrive à Pontivy en juillet 1918. Le premier malade admis à l'hôpital mixte y entre le 14 juillet. Le premier décès y a lieu le 28 août. A partir du mois de septembre, la grippe touche une grande partie de la population. Les malades, autant civils que militaires, sont hospitalisés en grand nombre. Cependant, la majorité reste chez elle. Afin de limiter la propagation de l'épidémie, la rentrée scolaire est repoussée au 4 novembre puis au 3 janvier 1919. Les cinémas et le théâtre sont fermés pour la durée de l'épidémie. Ce n'est finalement qu'au mois de janvier que l'épidémie s'estompe mais elle aura emporté de nombreux Pontivyens parmi lesquels le docteur Félix Langlais, le fils de l'ancien maire de Pontivy et le chansonnier Léon Durocher.

Entre le mois d'août 1918 et le mois de mars 1919, sur les 102 malades de la grippe admis à l'hôpital mixte 42 sont morts. Mais beaucoup d'autres victimes sont décédées à leur domicile et dans les hôpitaux militaires de la région. Le nombre exact de décès reste relativement incertain, car ils n'ont pas été quantifiés à l'époque en raison du manque de médecins.

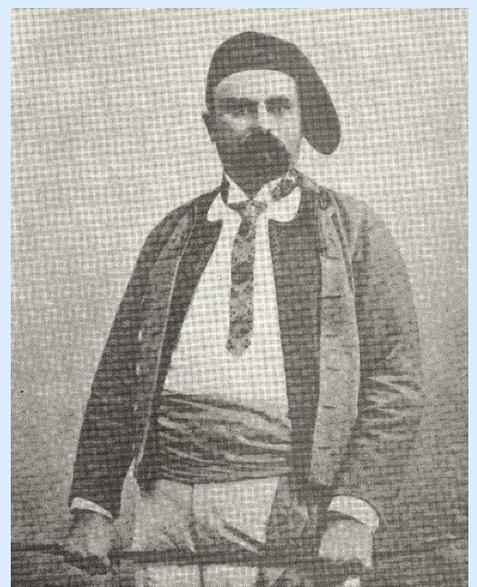


Un Pontivyen mort de la grippe : Léon Durocher (1862-1918)

Barde, poète, chansonnier et dramaturge, Léon Durocher naît le 23 octobre 1862 dans une famille de brasseurs pontivyens.

Dans les années 1880, il part à Paris où, prenant le pseudonyme de Durocher, il collabore avec les animateurs du « Chat noir », célèbre cabaret de Montmartre. Il y est reconnu comme chansonnier et édite, à partir de 1886, plusieurs volumes de vers. En 1890, il est de ceux qui fondent, avec Charles Le Goffic, « la fédération bretonne de Paris », puis « l'Union régionaliste bretonne » en 1899. Il entre en contact avec Anatole Le Braz et fréquente assidûment des milieux celtiques.

Lorsque la guerre éclate, il est trop âgé pour être mobilisé. Touché par la grippe espagnole, il décède à son domicile parisien le 23 octobre 1918. Il est suivi de peu par son fils et l'une de ses filles, eux aussi emportés par la grippe.



Collection Gilles Blayo

Ponivy, le 9^{ème} x 1918

Monsieur Le Maire,

C'est avec empressement que je fournis du lait pour le repot que vous organisez à la Mairie si bien avisé. Ma fille aînée atteinte de grippe en est privée puisque une seule vache laitière que nous avons en ce moment nous en fournit à peine un litre par jour.

Veuillez agréer,
Monsieur Le Maire,
L'assurance de mon respect
Le Brigand François

Lettre d'un éleveur de Pontivy à la mairie, précisant qu'il réserve le lait de ses vaches à sa fille malade de la grippe, le 9 décembre 1918. (Archives municipales de Pontivy, 1D27).

Télégrammes annonçant à la mairie la fermeture des écoles de Pontivy en raison de la Grippe, le 28 novembre 1918. (Archives municipales de Pontivy, 1R35).

Dès le Mois de septembre 1918, l'Inspecteur d'académie annonce que la rentrée scolaire est repoussée à la fin novembre. L'épidémie ne faiblissant pas, la fermeture des écoles est prolongée. Elles ne rouvriront qu'au mois de janvier 1919.

Les établissements appelés à recevoir du public sont fermés par arrêtés. C'est notamment le cas des cinémas et des salles de spectacle.

Télégramme.

INDICATIONS DE TRANSMISSION.

INDICATIONS DE RÉCEPTION.

Taxe principale.....
Réponse payée.....

TOTAL.....

NATURE DU TÉLÉGRAMME ET INDICATIONS. ORIGINE. NOMBRE. NOMBRE DE MOTS. DATE. HEURE DE DÉPÔT. DESTINATION DE SERVICE.

577 Yanne 977 31 18 1918

Préfet à sous préfet Pontivy inspecteur
Conformément à votre proposition école primaire
académise prononce le licenciement également et
supérieure pontivy je licencie également et
jusqu'à nouvel avis école des saints anges
Veuillez notifier ces décisions à municipalité
et intéressés

AVIS. — Dans les télégrammes imprimés en caractères romains par l'appareil télégraphique, le premier nombre qui figure après le nom du lieu d'origine est un numéro d'ordre, le second indique le nombre des mots télé, les autres désignent la date et l'heure du dépôt. Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure de dépôt est indiquée au moyen des chiffres de 0 à 24.

AVIS. — Dans les télégrammes imprimés en caractères romains par l'appareil télégraphique, le premier nombre qui figure après le nom du lieu d'origine est un numéro d'ordre, le second indique le nombre des mots télé, les autres désignent la date et l'heure du dépôt. Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure de dépôt est indiquée au moyen des chiffres de 0 à 24.

Préfet à sous préfet Pontivy
Veuillez aviser maire et directrice
que école maternelle publique Pontivy

AVIS. — Dans les télégrammes imprimés en caractères romains par l'appareil télégraphique, le premier nombre qui figure après le nom du lieu d'origine est un numéro d'ordre, le second indique le nombre des mots télé, les autres désignent la date et l'heure du dépôt. Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure de dépôt est indiquée au moyen des chiffres de 0 à 24.

9° R E G I O N TOURS, le 30 SEPTEMBRE

PLACE DE TOURS Le Médecin-Major de 1^{ère} Classe
----- GUIBRAUD, Médecin-chef des salles
----- Militaires de l'hospice Mixte de T
à Monsieur le Médecin-Chef du
dépôt des prisonniers de guerre de T

2932°

Le Médecin-chef de l'hospice mixte
de TOURS, soussigné, certifie que le Sergent
LE FRANC (Louis, hospitalisé le 13 septembre
1918, est décédé au dit hospital le 16 septem-
bre 1918, des suites de pneumonie & congestion
pulmonaire grippale..

Signé: GUIBRAUD

Four copie conforme,
TOURS, le 7 AVRIL 1919
Le Commandant du dépôt,
E. DE

*la grippe était à l'époque
à de l'hospice mixte
au front*

Avis de décès du Sergent Louis Le Franc, le 30 septembre 1918. (Archives municipales Pontivy, 4H10).

La population civile n'est pas la seule à souffrir de la grippe. Sur le front les soldats aussi tombent malades. Louis Le Franc, du 2^e régiment de chasseurs à cheval, est en congé de convalescence après avoir reçu plusieurs blessures à la tête et à l'épaule lorsqu'il attrape la grippe. Il décède seulement trois jours après son hospitalisation.



« Sus aux boches! » le cadeau à Clémenceau



En septembre 1918, une souscription est lancée à l'initiative de Jérôme Le Brigand et de Emile Gilles, instituteur et rédacteur en chef du Journal de Pontivy. Cette collecte de fonds a pour but la réalisation d'une statue représentant un chouan guettant l'arrivée des Allemands. Les deux éminents pontivyens désirent l'offrir à Clémenceau pour le féliciter des victoires remportées par l'armée française. Début octobre, la statue est terminée et envoyée au président du conseil. Dans les jours qui suivent Clémenceau répond aux pontivyens en leur exprimant sa gratitude devant ce cadeau symbole de leur soutien indéfectible.

Photographie de la statue réalisée par Jegouzo et Le Penven sous les conseils de Gaston Schweitzer. (collection Gilles Blayo).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Président du Conseil
Ministre de la Guerre

Paris, le 11 octobre 1918

Mes chers Compatriotes,

J'en suis touché plus que je ne saurais le dire de l'amicale pensée dont vous m'avez fait le très beau témoignage. Bretagne et Vendée sont devenus bien du même sang. La reconnaissance populaire ne garde pour toujours la justice mérita et j'ai bien peur qu'en ce moment, fait au delà de vos mérites.

Je n'en ai pas moins conscience d'avoir fait de mon mieux. De cela vous ne sauriez rien plus que je ne pourrais attendre par un si haut témoignage de votre haute et belle sympathie. Le chouan révolté est sa tombe pour ainsi dire aux Boches, mais votre famille et les malles paroles que vous m'avez dites aux l'armées sont par moi l'encouragement quotidien à continuer.

Merci de tout cœur, avec de bonnes prières de moi-même aux signataires.

Avec toute l'amitié

Clémenceau

Lettre écrite par Clémenceau en remerciement de ce cadeau. (Collection de Gilles Blayo)



Émile Masson, un pacifiste discret

Si la plus grande partie de la population montre un engouement sans faille pour l'union sacrée et sa volonté d'anéantir l'Allemagne, il est, à Pontivy, un homme qui reste profondément opposé à la guerre et à ce qu'elle représente. Émile Masson est né à Brest en 1869. Après une licence de philosophie et une licence d'anglais, il devient répétiteur au lycée de Rennes puis à ceux de Nantes et Brest. Successivement professeur à Loudun et Saumur, il finit par s'installer à Pontivy en 1904 et il y exerce la fonction de professeur d'anglais jusqu'à sa mort en 1923.

Très tôt, il fréquente des mouvements politiques dreyfusards et anarchistes ayant des tendances pour le socialisme utopique. Il est également proche des milieux celtiques et de l'université populaire. Il crée en 1913, la revue *Brug*, revue anarchiste en langue bretonne ayant pour but l'éducation des masses populaires. Il écrit plusieurs ouvrages engagés dont « Yves Madec professeur de collège ».

Lorsque la guerre éclate en 1914, Masson est choqué par le ralliement de ses anciens compagnons pacifistes à « l'Union sacrée ». Lui, reste un pacifiste convaincu. Se sentant isolé, il cherche à nouer des contacts avec les rares personnalités qui ont conservé les mêmes idéaux que lui. C'est ainsi qu'il fait la connaissance de Romain Rolland qui s'est réfugié en Suisse et avec lequel il va entretenir une correspondance importante.

A Pontivy, Masson reste discret sur ses convictions. Il se plonge dans la rédaction de différents manuscrits qui ne seront jamais édités comme *Notes écrites pendant la guerre pour mes fils*, dans lequel il donne ses impressions au fil du temps, et un *journal d'Yves Madec durant la guerre*, récit autobiographique où il confronte son héros à l'atmosphère régnant à l'arrière du front dans la ville de « Kerpotin ». Quand il n'écrit pas, Masson se rend à l'hôpital temporaire N°60 afin d'y assister le personnel soignant.

De santé fragile, il décède en 1923.

Extrait du discours de remise des prix du lycée de 1917 (Archives municipales de Pontivy, 9Z2).

En 1917, l'occasion pour Masson de faire connaître ses idées arrive enfin. Le recteur de l'académie le désigne pour rédiger le discours de remise des prix du lycée. Il en fait un réquisitoire contre la guerre et la violence. Après avoir lu le discours, le recteur décide de confier cette tâche à un autre enseignant.

Mesdames, Messieurs, Chers élèves,

La guerre doit être l'objet de mon dernier entretien de l'année avec vous.

Eussé-je été tenté de ne point vous parler de la guerre, eussé-je pu, de toutes mes forces, souhaiter ne point vous parler de la guerre. Comment échapper à l'impitoyable nécessité? Depuis trois années révolues, une seule pensée fut-elle conçue, une seule parole prononcée, qui n'ait été toute pleine, - amère et sanglante, - de la guerre?

Il n'est plus rien que la guerre: plus d'art, plus de science, plus de religion même, - plus de joie ou de peine, plus d'amour ou de haine ou de pitié qui ne soit à la guerre, qui ne soit par ou pour la guerre, - ou contre elle!

Dans quelques jours, trois années seront révolues: trois années de quotidiens massacres et de quotidiennes mutilations de frères humains, de quotidiens incendies, de quotidiennes destructions de foyers humains et de noble tâche humaine; plus de mille jours successifs et de mille nuits successives de canonnades, fusillades, charges à la baïonnette, à la grenade; Corps à Corps à Corps de couteaux dans les tranchées; brusques assauts de gaz asphyxiants; embrasements subits de



De l'Armistice au Congrès de la paix

La guerre finie...

11 novembre 1918.

L'Armistice est signé après quatre années de guerre. Pour les combattants et leurs familles s'annonce la possibilité du retour au « pays ». En France, deux millions de civils, chassés par la guerre, évacués ou rapatriés pendant l'occupation allemande, sont concernés.

Fin 1918 – début 1919, les premiers réfugiés commencent à regagner leurs foyers, avant même la signature de la paix à Versailles.

Dans l'Aisne, tout est en ruines, de Château-Thierry à Saint- Quentin, de Chauny au Chemin des Dames. Sur 841 communes, 139 sont complètement rasées et 461 détruites à plus de 50%. Des milliers d'hectares semblent définitivement incultivables, tant ils sont dévastés et encombrés de matériel de la guerre. 163000 habitants sur les 530 000 que comptait le département avant guerre sont des réfugiés, dispersés dans toute la France.

Dans ces ruines, pourtant, la population revient et la vie reprend, peu à peu, au milieu de mille difficultés... C'est cette recomposition rapide des sociétés villageoises et urbaines qui va permettre de débiter, dans un second temps, la lente entreprise de reconstruction de l'Aisne dévastée.

28 juin 1919

A Versailles, après 6 mois de négociations difficiles, de compromis territoriaux qui entretiennent des tensions politiques, le traité de paix est signé entre les puissances alliées et l'Allemagne.

L'article 231 stipule : « L'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux, en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés. »

L'Allemagne consent aussi à « consacrer directement ses ressources matérielles à la restauration physique des régions envahies ».

Pour les habitants des zones dévastées, ces clauses représentent l'espoir d'un retour rapide à la vie normale.





Les monuments aux morts

Les monuments commémoratifs

Dès la fin du 18^e siècle des monuments destinés à honorer les soldats ayant combattu dans les grandes batailles de la guerre d'indépendance américaine, des guerres révolutionnaires et napoléoniennes sont érigés. Le plus souvent, ces monuments restent anonymes et ont davantage pour objectif de commémorer la bataille en elle-même que ceux qui y ont donné leur vie. Ce n'est réellement qu'avec la première guerre mondiale que ces monuments vont se couvrir de noms. Ce besoin de commémorer les morts vient du fait que le premier conflit mondial est le plus violent et le plus meurtrier auquel les populations européennes ont été confrontées dans leur histoire. Il a causé la mort de plusieurs millions de soldats. Certains corps n'ont jamais été retrouvés ou identifiés. Dès 1914, la population a ressenti le besoin d'offrir à ceux qui ont donné leur vie pour la nation une sépulture symbolique par l'érection de monuments ou la réalisation de plaques commémoratives.

Le monument aux morts de Pontivy

A Pontivy, une plaque est installée dans l'entrée de la mairie dès 1914. On y inscrit tout au long de la guerre les noms des soldats décédés. Cependant, pour voir apparaître un véritable projet de monument aux morts, il faut attendre l'année 1920. A la suite d'un appel lancé dans le journal de Pontivy, un « comité du monument aux morts » est formé. Il charge le sculpteur Gaston Schweitzer, qui s'est installé à Pontivy durant la guerre, de proposer un projet et de réaliser une maquette. Le projet est adopté au mois de novembre suivant et une souscription est lancée. Les travaux commencent à l'été 1922. Le monument qui se situe alors dans le cimetière est inauguré le 15 octobre 1922. Il restera à cet emplacement jusqu'en 1957, année où il est déplacé sur la place du souvenir.



Inauguration du monument aux morts de Pontivy le 15 octobre 1922. (Collection de Bernard Delhaye)

Les rues

Le monument au mort n'est pas le seul moyen que la ville a trouvé pour honorer ses enfants morts au combat. Plusieurs familles de la commune ont perdu plusieurs enfants durant la guerre. La mairie décide de nommer des rues en leur honneur. C'est dans ces circonstances que vont être baptisées les rues des trois frères Le Cornec, des trois frères Le Forestier et des trois frères Ponçon.



Gaston Schweitzer (1870-1962)

Né à Montreuil-sous-Bois dans une famille alsacienne installée en région parisienne suite à la défaite de 1870, Gaston Schweitzer est formé par de grands maîtres de la sculpture du XIX^e siècle tels que Falguière et Mercié. A partir de 1903, il expose ses œuvres au salon des artistes français et y obtient un certain succès. Lorsque la guerre éclate, il est mobilisé. Il est affecté au dépôt du 17^e régiment d'artillerie basé à Pontivy. La découverte de la ville et de la Bretagne est un choc pour lui. Il y vivra en alternance avec Paris jusqu'à la fin de sa vie.

Marqué par la guerre, toute son œuvre y sera désormais consacrée. Dans les années 1920, il réalise de nombreux monuments aux morts dont ceux de Pontivy et Guéméné-su-Scorff. En 1936, il expose son saisissant « poilu crucifié » au salon des artistes français. Lorsqu'arrive l'occupation, il héberge clandestinement des parachutistes anglais dans son atelier et se consacre à la réalisation d'œuvres représentant le monde en proie aux ravages et à la destruction.

A sa mort en 1962, il lègue à Pontivy les statuette de son « petit monde des halles ».



Collection de Bernard Delhaye